

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

ABONNEMENTS

France : Un An : 35 fr. - 6 Mois : 18 fr. - 3 Mois : 10 fr.
Étranger : Un An : 70 fr. - 6 Mois : 36 fr. - 3 Mois : 20 fr.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élégances

88, Champs-Élysées, PARIS

— TÉLÉPHONES : —

5 Lignes : 557-44, 557-45, 528-64, 528-66, 528-68
Adresse Télégraphique : EXCEL - PARIS

LES FUNÉRAILLES DE JEAN JAURÈS



Paris a fait hier à Jean Jaurès de grandioses funérailles. Une foule considérable avait tenu à rendre un dernier hommage au grand orateur socialiste. M. Viviani, président du Conseil, prononça, au milieu de l'émotion générale, un très éloquent discours.

Une séance historique à la Chambre

Dans un magnifique élan patriotique, la Chambre, unie devant l'envahisseur, proclame sa confiance dans les destinées de la France immortelle

La Chambre a voté à l'unanimité les crédits pour la défense du sol français. Ce fut une séance dont le souvenir ne s'effacera jamais de ma mémoire. Il n'y a pas d'expression qui puisse rendre la noble attitude des représentants de tous les partis, unis dans le même amour de la patrie, tous debout pour entendre l'émouvant éloge de Jaurès par M. Paul Deschanel, tous debout pour acclamer l'admirable message du président de la République; tous debout, le visage tourné vers la tribune diplomatique, quand le président remercie l'Angleterre de son appui armé; tous debout, saluant d'applaudissements frénétiques l'hommage de M. Viviani à l'Italie, qui a en la claire conscience du droit; à la Belgique, qui va soutenir le premier choc du Barbare; tous debout, enfin, dans un élan unanime, lorsque le chef du gouvernement conclut :

— Nous sommes sans reproche, comme nous sommes sans peur!

Voilà le peuple que l'épaisse ironie lentonne traitait d'inconsistant, de léger et de frivole. Il a su réaliser chez lui le bloc des patriotes, autour de lui la coalition des sympathies étrangères. L'Allemagne, si fière de ses victoires d'autrefois, si dédaigneuse des réalités d'aujourd'hui, s'est aliéné l'Europe; elle s'est enfermée d'elle-même, par ses fautes et par ses crimes, dans un isolement maudit. Elle a trahi l'humanité; nous combattons pour la conscience humaine. Elle s'est mise hors la loi; nous sommes les champions du droit et de la justice. Nous sortirons vainqueurs de cette affreuse lutte : l'Allemagne périra dans ce cercle de feu que n'eût pas osé imaginer le Dante.

« Haut les cœurs et vive la France! »

Pierre Lafitte.

La séance

Ah! la belle, l'émouvante, l'admirable, l'inoubliable séance! Comme elle a fait oublier tant de discussions stériles, tant de misérables étiennes, tant de mesquines querelles de partis! Où étaient-ils, hier, les groupes au nom desquels tant de rivalités sont si souvent entrées en jeu? Quand l'assemblée, debout, frémissante, acclamait les nobles paroles du président du Conseil; quand, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, toutes les mains applaudissaient la déclaration, qu'on lira plus loin *in extenso*; quand de tous les cœurs, vibrant à l'unisson, montait le cri de : « Vive la France! », c'était l'âme même du pays qui palpitait dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Jamais, de mémoire de journaliste parlementaire, la Chambre n'avait offert pareil spectacle. Les mots sont impuissants à le décrire : comment rendraient-ils la poignante, la généreuse, la profonde, la religieuse émotion de cette assemblée qui, composée, sans distinction de partis, de représentants du pays, était l'image même de la nation, confiante dans ses destinées, sans peur parce qu'elle se sait sans reproche, et résolue à défendre, coûte que coûte, et jusqu'au triomphe final, le patrimoine de gloire et d'honneur que lui a légué le passé?

Dès le seuil, une atmosphère inaccoutumée avertissait ceux qui entraient de la gravité de l'heure. Alors que d'habitude les députés, en attendant le coup de sonnette qui annonce l'ouverture de la séance, se livrent par petits groupes à des conversations animées, dont les spectateurs ne perçoivent, du haut des tribunes, qu'un brouhaha de halle publique, ils ont, hier, gagné leurs places dans un silence d'autant plus impressionnant qu'ils étaient au grand complet; on remarquait, à l'extrême-gauche, un banc vide : c'était celui où Jaurès avait coutume de siéger; par une touchante attention, ses amis s'étaient abstenus de s'y asseoir, marquant ainsi le vide que le grand orateur socialiste fait dans leurs rangs et dans la Chambre française.

A 3 heures précises, M. Deschanel a donné lecture du décret convoquant le Parlement en session extraordinaire, et, tout aussitôt, il a prononcé en ces termes l'éloge funèbre du député du Tarn, martyr de ses idées, et du cœœur duquel sort une pensée d'union devant le danger commun :

Dans les graves événements que la France traverse, un affreux malheur est venu nous frapper. Jaurès a été assassiné par un dément, à l'heure même où il venait de

lancer un suprême effort en faveur de la paix et de l'union nationale.

Une éloquence magnifique, une puissance de travail et une culture extraordinaires, un généreux cœur, voué tout entier à la justice sociale et à la fraternité humaine et auquel ses contradicteurs eux-mêmes ne pouvaient reprocher qu'une chose : substituer, dans son élan vers l'avenir, à la dure réalité qui nous étreint, ses nobles espoirs, voilà ce qu'un odieux forfait nous a ravi. La douleur des siens et de ses amis est la nôtre.

Ceux qui discutaient ses idées et qui savaient sa force sentaient aussi ce que, dans nos controverses, ils devaient à ce grand foyer de lumière. Ses adversaires sont atteints comme ses amis et s'inclinent avec tristesse devant notre tribune en deuil.

Mais, que dis-je? Y a-t-il encore des adversaires? Non, il n'y a plus que des Français, des Français qui, depuis quarante-quatre ans, ont fait à la cause de la paix tous les sacrifices, et qui, aujourd'hui, sont prêts à tous les sacrifices pour la plus sainte des causes : le salut de la civilisation, la liberté de la France et de l'Europe.

Du cœœur de l'homme qui a péri martyr de ses idées sort une pensée d'union : de ses lèvres glacées sort un cri d'espérance. Maintenir cette union, réaliser cette espérance, pour la patrie, pour la justice, pour la conscience humaine, n'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions lui rendre?

La Chambre, debout, applaudit ces nobles paroles, et M. Léon Bérard demande l'affichage de ce discours, qu'on pourra lire demain sur les murs de toutes les communes de France.

A ce moment, M. René Viviani, dont on remarque la pâleur, fait son entrée dans la salle des séances. Accueilli aux cris de « Vive la France! », il ne gagne le banc du gouvernement que pour l'abandonner aussitôt et monter à la tribune, du haut de laquelle il va donner lecture du message du président de la République, que les députés écoutent debout, dans un recueillement saisissant. Voici le texte de ce message :

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

La France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée qui est un insolent défi au droit des gens. Avant qu'une déclaration de guerre nous eût encore été adressée, avant même que l'ambassadeur d'Allemagne eût demandé ses passeports, notre territoire a été violé. L'empire d'Allemagne n'a fait hier soir que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait déjà créé.

Depuis plus de quarante ans les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur cœur le désir des réparations légitimes.

Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation qui, définitivement relevée de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité.

Depuis que l'ultimatum de l'Autriche a ouvert une crise menaçante pour l'Europe entière, la France s'est attachée à suivre et à recommander partout une politique de prudence, de sagesse et de modération.

On ne peut lui imputer aucun acte, aucun geste, aucun mot qui n'ait été pacifique et conciliant.

A l'heure des premiers combats, elle a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'empire allemand supportera, devant l'histoire, l'écrasante responsabilité.

Au lendemain même du jour où nos alliés et nous nous exprimons publiquement l'espérance de voir se poursuivre pacifiquement les négociations engagées sous les auspices du cabinet de Londres, l'Allemagne a déclaré subitement la guerre à la Russie, elle a envahi le territoire du Luxembourg, elle a outrageusement insulté la noble nation belge, notre voisine et notre amie, et elle a essayé de nous surprendre traitreusement en pleine conversation diplomatique.

Mais la France veillait. Aussi attentive que pacifique, elle s'était préparée, et nos ennemis vont rencontrer sur leur chemin nos vaillantes troupes de couverture, qui sont à leurs postes de bataille et à l'abri desquelles s'achèvera méthodiquement la mobilisation de toutes nos forces nationales.

Notre belle et courageuse armée, que la France accompagne aujourd'hui de sa pensée maternelle, s'est levée, toute frémissante, pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la patrie.

Le président de la République, interprète de

l'unanimité du pays, exprime à nos troupes de terre et de mer l'admiration et la confiance de tous les Français.

Étroitement unie en un même sentiment, la nation persévéra dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura, comme toujours, concilier les plus généreux élan et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire.

Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale.

Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.

Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre.

Et déjà de tous les points du monde civilisé viennent à elle les sympathies et les vœux. Car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison.

Haut les cœurs et vive la France!

De vibrants applaudissements soulignent, entre autres passages, celui où il est dit que l'Allemagne supportera devant l'histoire l'écrasante responsabilité de la guerre déchaînée par elle; on applaudit encore lorsque, par la voix de M. Viviani, le Président de la République proteste contre la violation des territoires neutres, le Luxembourg et la noble Belgique, « notre voisine et notre amie »; les applaudissements redoublent lorsqu'il est question de « notre belle et courageuse armée, qui s'est levée, toute frémissante, pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la patrie »; ils crépissent pour souligner l'hommage rendu à la Russie, notre alliée, et à la loyale amitié de l'Angleterre; et quand M. Poincaré déclare, en terminant, que « la France représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison », ce n'est, sortie de six cents bouches qu'une seule et magnifique acclamation, qui arrache des larmes à plus d'un spectateur.

Il semblait qu'après une telle émotion il fût impossible d'être plus fortement étreint, plus tragiquement secoué. Mais voici que, d'une voix sourde où résonne, de temps à autre, comme un sanglot trop contenu, le président du Conseil lit un exposé des faits qui ont précédé la déclaration de guerre. Ce document historique a produit sur la Chambre une profonde impression, que les lecteurs d'Excelsior ressentiront à leur tour; le voici, en effet, intégralement :

Messieurs,

L'ambassadeur d'Allemagne a quitté hier Paris, après nous avoir notifié l'état de guerre.

Le gouvernement doit au Parlement le récit rétrospectif des événements qui, en moins de dix jours, ont déchaîné la guerre européenne et obligé la France pacifique et forte à défendre sa frontière contre une agression dont la soudaineté calculée souligne l'odieuse injustice.

Cette agression que rien n'excuse et qui a commencé avant qu'aucune déclaration de guerre nous eût été notifiée est le dernier acte d'un plan dont j'entends affirmer devant notre démocratie et devant l'opinion civilisée l'origine et le début.

A la suite du crime abominable qui a coûté la vie à l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie et à la duchesse de Hohenberg, des difficultés se sont élevées entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Belgrade.

La plupart des puissances n'en ont été qu'officieusement informées jusqu'au vendredi 24 juillet, date à laquelle les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie leur ont remis une circulaire que la presse a publiée.

Cette circulaire avait pour objet d'expliquer et de justifier un ultimatum adressé la veille au soir à la Serbie par le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.

Cet ultimatum, en affirmant la complicité de nombreux sujets et associations serbes dans le crime de Sarajevo, insinuait que les autorités officielles serbes elles-mêmes n'y étaient pas étrangères. Il exigeait pour le samedi 25 juillet, à six heures du soir, une réponse de la Serbie.

Les satisfactions exigées, ou du moins plusieurs d'entre elles, portaient indiscutablement atteinte aux droits d'un Etat souverain. Malgré leur carac-

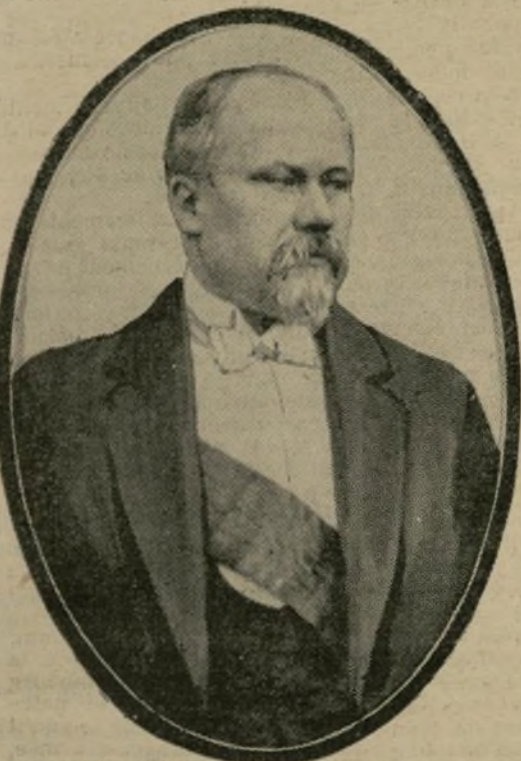
ière excessif, la Serbie, le 25 juillet, déclara s'y soumettre, presque sans aucune réserve.

A cette soumission, qui constituait pour l'Autriche-Hongrie un succès, pour la paix européenne une garantie, les conseils de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne, adressés à Belgrade, dès la première heure, n'étaient pas étrangers.

Ces conseils avaient d'autant plus de valeur que les exigences austro-hongroises avaient été dissimulées aux chancelleries de la Triple Entente, à qui, dans les trois semaines précédentes, le gouvernement austro-hongrois avait donné à plusieurs reprises l'assurance que ses revendications seraient extrêmement modérées.

C'est donc avec un juste étonnement que les cabinets de Paris, de Saint-Petersbourg et de Londres apprirent le 26 juillet que le ministre d'Autriche à Belgrade, après un examen de quelques minutes, avait déclaré inacceptable la réponse serbe et rompu les relations diplomatiques.

Cet étonnement s'augmentait de ce fait que, dès



M. RAYMOND POINCARÉ
Président de la République

Le vendredi 25, l'ambassadeur d'Allemagne était venu lire au ministre français des Affaires étrangères une note verbale affirmant que le conflit austro-serbe devait demeurer localisé, sans intervention des grandes puissances, faute de quoi on en pouvait redouter des « conséquences incalculables ». Une démarche analogue fut faite le samedi 26 à Londres et à Saint-Petersbourg.

Est-il besoin, Messieurs, de vous signaler combien les termes menaçants employés par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris contrastaient avec les sentiments conciliants dont les puissances de la Triple Entente venaient de fournir la preuve par les conseils de soumission qu'elles avaient donnés à la Serbie ?

Néanmoins, sans nous arrêter au caractère anormal de la démarche allemande, nous avons, d'accord avec nos alliés et nos amis, immédiatement engagé une action de conciliation en invitant l'Allemagne à s'y associer.

L'Allemagne voulait la guerre

Nous avons eu, dès la première heure, le regret de constater que nos dispositions et nos efforts ne rencontraient à Berlin aucun écho.

Non seulement l'Allemagne ne paraissait nullement disposée à donner à l'Autriche-Hongrie les conseils amicaux que sa situation l'autorisait à formuler, mais, dès ce moment, et plus encore dans les jours suivants, elle semblait s'interposer entre le cabinet de Vienne et les propositions transactionnelles émanant des autres puissances.

Le mardi 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie. Cette déclaration de guerre, aggravant, à quarante-huit heures de distance, l'état de choses créé par la rupture des relations diplomatiques, permettait de croire à une volonté réfléchie de guerre, à un programme systématique tendant à l'asservissement de la Serbie.

Ainsi se trouvaient mis en cause, non seulement l'indépendance d'un peuple vaillant, mais l'équilibre des Balkans, inscrit dans le traité de Bucarest de 1913 et consacré par l'adhésion morale de toutes les grandes puissances.

Cependant, à la suggestion du gouvernement britannique, toujours attaché de la façon la plus ferme au maintien de la paix européenne, les négociations se poursuivaient ou, plus exactement, les puissances de la Triple Entente essayaient de les poursuivre.

De ce désir commun est sortie la proposition d'une action à quatre : Angleterre, France, Allemagne, Italie, destinée, en assurant à l'Autriche

toutes les satisfactions légitimes, à ménager un règlement équitable du conflit.

Le mercredi 29, le groupement russe, constatant l'échec persistant de ces tentatives et, en présence de la mobilisation et de la déclaration de guerre autrichiennes, redoutant pour la Serbie un écrasement militaire, décida, à titre préventif, la mobilisation des troupes de quatre arrondissements militaires, c'est-à-dire des formations échelonnées le long de la frontière austro-hongroise exclusivement.

Ce faisant, il prenait soin d'aviser le gouvernement allemand que cette mesure limitée et sans caractère offensif à l'égard de l'Autriche n'était, à aucun degré dirigée contre l'Allemagne.

Dans une conversation avec l'ambassadeur de Russie à Berlin, le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères ne faisait point difficulté de le reconnaître.

Par contre, tout ce que tentait la Grande-Bretagne, avec l'adhésion de la Russie et l'appui de la France, pour établir le contact entre l'Autriche et la Serbie sous le patronage moral de l'Europe, se heurtait, à Berlin, à un parti pris négatif dont les dépêches diplomatiques fournissent la preuve péremptoire.

C'était là une situation troublante et qui rendait vraisemblable l'existence à Berlin de certaines arrière-pensées. Quelques heures après, ces hypothèses et ces craintes devaient se transformer en certitudes.

En effet, l'attitude négative de l'Allemagne faisait place, trente-six heures plus tard, à des initiatives justement alarmantes : le 31 juillet, l'Allemagne, en proclamant l'état de guerre, coupait les communications entre elle et le reste de l'Europe et se donnait toute liberté de poursuivre contre la France, dans un secret absolu, des préparatifs militaires que rien, vous l'avez vu, ne pouvait justifier.

Depuis plusieurs jours, déjà, et dans des conditions difficiles à expliquer, l'Allemagne avait préparé le passage de son armée du pied de paix au pied de guerre.

Dès le 25 juillet, au matin, c'est-à-dire avant même l'expiration du délai assigné à la Serbie par l'Autriche, elle avait consigné les garnisons d'Alsace-Lorraine. Le même jour, elle avait mis en état d'armement les ouvrages proches de la frontière. Le 26, elle avait prescrit aux chemins de fer les mesures préparatoires de la concentration. Le 27, elle avait effectué les réquisitions et mis en place ses troupes de couverture. Le 28, les appels individuels de réservistes avaient commencé et les éléments éloignés de la frontière en avaient été rapprochés.

Toutes ces mesures, poursuivies avec une méthode implacable, pouvaient-elles nous laisser des doutes sur les intentions de l'Allemagne ?

Telle était la situation lorsque, le 31 juillet au soir, le gouvernement allemand qui, depuis le 24, n'avait participé par aucun acte positif aux efforts conciliants de la Triple Entente, adressa au gouvernement russe un ultimatum. Il prétendait que la Russie avait ordonné la mobilisation générale de ses armées et il exigeait, dans un délai de 12 heures, l'arrêt de cette mobilisation.

Cette exigence, d'autant plus blessante dans la forme, que quelques heures plus tôt l'empereur Nicolas II, dans un geste de confiance spontané, avait demandé à l'empereur d'Allemagne sa médiation, se produisit au moment où, à la demande de l'Angleterre et au su de l'Allemagne, le gouvernement russe acceptait une formule de nature à préparer un règlement amiable du conflit austro-serbe et des difficultés austro-russes, par l'arrêt simultané des opérations et préparatifs militaires.

Le même jour, cette démarche inamicale à l'égard de la Russie se doublait d'actes nettement hostiles à l'égard de la France : rupture des communications par routes, voies ferrées, télégraphes et téléphones, saisie des locomotives françaises à leur arrivée à la frontière, placement de mitrailleuses au milieu de la voie ferrée qui avait été coupée, concentration de troupes à cette frontière.

Dès ce moment, il ne nous était plus permis de croire à la sincérité des déclarations pacifiques que le représentant de l'Allemagne continuait de nous prodiguer.

Nous savions qu'à l'abri de l'état de guerre proclamé, l'Allemagne mobilisait.

Nous apprenions que six classes de réservistes avaient été appelées et que les transports de concentration se poursuivaient pour des corps d'armée même stationnés à une notable distance de la frontière.

A mesure que ces événements se déroulaient, le gouvernement, attentif et vigilant, prenait de jour en jour, et même d'heure en heure, les mesures de sauvegarde qu'imposait la situation ; la mobilisation générale de nos armées de terre et de mer a été ordonnée.

Le même soir, à 7 h. 30, l'Allemagne, sans égard à l'acceptation par le Cabinet de Saint-Petersbourg de la proposition anglaise que j'ai rappelée plus haut, déclarait la guerre à la Russie.

L'Allemagne a violé le droit international

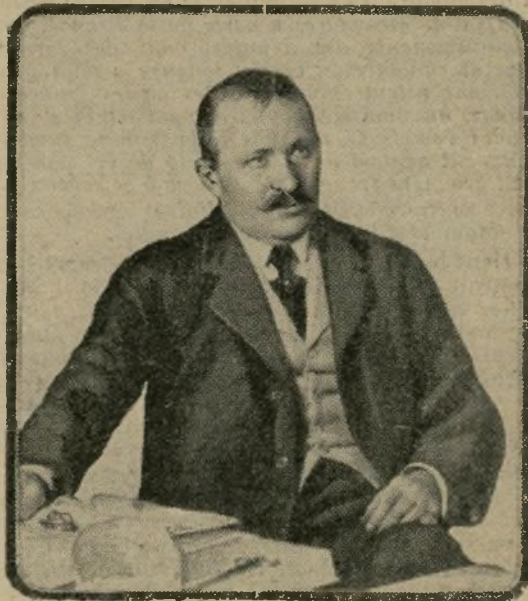
Le lendemain, dimanche 2 août, sans égard à l'extrême modération de la France, en contradic-

tion avec les déclarations pacifiques de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, au mépris des règles du droit international, les troupes allemandes franchissaient en trois points différents notre frontière.

En même temps, en violation du traité de 1867, qui a garanti avec la signature de la Prusse la neutralité du Luxembourg, elles envahissaient le territoire du grand-duché, motivant ainsi la protestation du gouvernement luxembourgeois.

Enfin, la neutralité de la Belgique même était menacée : le ministre d'Allemagne remettait, le 2 août au soir, au gouvernement belge, un ultimatum l'invitant à faciliter à la Belgique les opérations militaires contre la France, sous le prétexte mensonger que la neutralité belge était menacée par nous. Le gouvernement belge s'y refusa, déclarant qu'il était résolu à défendre énergiquement sa neutralité, respectée par la France et garantie par les traités, en particulier par le roi de Prusse.

Depuis lors, Messieurs, ces agressions se sont re-



M. RENÉ VIVIANI
Président du Conseil
(Phot. H. Manuel.)

novelées, multipliées et accentuées. Sur plus de quinze points, notre frontière a été violée. Des coups de fusil ont été tirés contre nos soldats et nos douaniers. Il y a eu des morts et des blessés. Hier, un aviateur militaire allemand a lancé trois bombes sur Lunéville.

L'ambassadeur d'Allemagne, à qui nous avons communiqué ces faits, ainsi qu'à toutes les grandes puissances, ne les a pas démentis et n'en a pas exprimé de regrets. Par contre, il est venu hier soir me demander ses passeports et nous notifier l'état de guerre, en arguant contre toute vérité, d'actes d'hostilité commis par des aviateurs français en territoire allemand dans la région de l'Eiffel et même sur le chemin de Carlsruhe à Nuremberg. Voici la lettre qu'il m'a remise à ce sujet :

Paris, 3 août.

Monsieur le président,

Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée, commis sur territoire allemand par des aviateurs militaires français.

Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique, survolant le territoire de ce pays. L'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Carlsruhe et de Nuremberg.

Je suis chargé, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière puissance.

J'ai, en même temps, l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes relieront les navires marchands français dans des ports allemands, mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante-huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports, et de prendre les mesures qu'Elle jugerait utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'ambassade, ainsi qu'avec le personnel de la légation de Bavière et du consulat général d'Allemagne à Paris.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma très haute considération.

Signé : SCHOEN.

Ai-je besoin, Messieurs, d'insister sur l'absurdité de ces prétextes, que l'on voudrait présenter

comme des griefs? A aucun moment, aucun aviateur français n'a pénétré en Belgique; aucun aviateur français n'a commis, ni en Bavière, ni dans aucune autre partie de l'Allemagne, aucun acte d'hostilité.

L'opinion européenne a déjà fait justice de ces inventions misérables.

Toute l'Europe est avec nous

Contre cette attaque, qui viole toutes les lois de l'équité et toutes les règles du droit public, nous avons, dès maintenant, pris toutes les dispositions nécessaires. L'exécution s'en poursuit avec une rigoureuse méthode et un absolu sang-froid.

La mobilisation de l'armée russe se continue également avec une énergie remarquable et un enthousiasme sans restriction.

L'armée belge, mobilisée à 250.000 hommes, se dispose à défendre avec une magnifique ardeur la neutralité et l'indépendance de son pays.

La flotte anglaise est mobilisée tout entière et l'ordre a été donné de mobiliser l'armée de terre.

A la Chambre des Communes, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a parlé de la France, aux applaudissements des députés, dans des termes élevés et chaleureux, et son langage a déjà profondément retenti dans tous les cœurs français. Je tiens, au nom du gouvernement de la République, à remercier, du haut de la tribune, le gouvernement anglais de la cordialité de ses paroles, et le Parlement français s'associera à ce sentiment.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a fait notamment la déclaration suivante :

« Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord pour doubler les Îles Britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, de sorte que, dès ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre. »

Dès maintenant la flotte anglaise couvre donc nos côtes du Nord et de l'Ouest contre une agression allemande.

Messieurs, voilà les faits. Je crois que, dans leur rigoureux enchaînement, ils suffisent à justifier les actes du gouvernement de la République. Je veux cependant de ce récit, dégager la conclusion, donner son véritable sens à l'agression inouïe dont la France est victime.

Les vainqueurs de 1870, ont eu, vous le savez, à diverses reprises, le désir de redoubler les coups qu'ils nous avaient portés. En 1875, la guerre destinée à achever la France vaincue n'a été empêchée que par l'intervention des deux puissances à qui devaient nous unir plus tard les liens de l'Alliance et de l'Amitié, par l'intervention de la Russie et par celle de la Grande-Bretagne.

Depuis lors, la République française, par la restauration des forces nationales et la conclusion d'accords diplomatiques invariablement pratiqués, a réussi à se libérer du joug qu'au sein même de la paix, Bismarck avait su faire peser sur l'Europe.

Elle a rétabli l'équilibre européen, garant de la liberté et de la dignité de chacun.

Messieurs, je ne sais si je m'abuse, mais il m'apparaît que cette œuvre de réparation pacifique, d'affranchissement et de dignité, définitivement scellée en 1904 et 1907 avec le concours génial du roi Edouard VII d'Angleterre et du gouvernement de la couronne, c'est cela que l'Empire allemand veut détruire aujourd'hui par un audacieux coup de force.

L'Allemagne n'a rien à nous reprocher.

Nous avons consenti à la paix un sacrifice sans précédent en portant un demi-siècle, silencieux, à nos flancs, la blessure ouverte par elle.

Nous en avons consenti d'autres dans tous les débats que, depuis 1904, la diplomatie impériale a systématiquement provoqués, soit au Maroc, soit ailleurs, aussi bien en 1905 qu'en 1906, en 1908 qu'en 1911.

La Russie, elle aussi, a fait preuve d'une grande modération lors des événements de 1908, comme dans la crise actuelle.

Elle a observé la même modération et la Triple Entente, avec elle, quand, dans la crise orientale de 1912, l'Autriche et l'Allemagne ont formulé, soit contre la Serbie, soit contre la Grèce des exigences, discutables pourtant — l'événement l'a prouvé.

Inutiles sacrifices, stériles transactions, vains efforts, puisque aujourd'hui, en pleine action de conciliation, nous sommes, nos alliés et nous, attaqués par surprise.

Nul ne peut croire de bonne foi que nous sommes les agresseurs; vainement l'on veut troubler les principes sacrés de droit et de liberté, qui régissent les nations comme les individus; l'Italie, dans la claire conscience du génie latin, nous a notifié qu'elle entendait garder la neutralité. Cette décision a rencontré dans toute la France l'écho de la joie la plus sincère. Je me suis fait l'interprète auprès du chargé d'affaires d'Italie, en lui disant combien je me félicitais que les deux sœurs

latines, qui ont même origine et même idéal, un passé de gloire commun, ne se trouvent pas opposées.

Ce qu'on attaque, Messieurs, nous le déclarons très haut, c'est cette indépendance, cette dignité, cette sécurité que la Triple Entente a reconquises dans l'équilibre au service de la paix.

Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliés et ses amis, sont fiers d'être les défenseurs.

Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause et tout le reste n'a été que prétextes.

La France, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre. Elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui prendrait part, aux côtés de cette dernière, au conflit entre les deux pays.

Un peuple libre et fort, qui soutient un idéal séculaire et s'unit tout entier pour la sauvegarde de son existence; une démocratie qui a su discipliner son effort militaire et n'a pas craint, l'an passé, d'en alourdir le poids pour répondre aux armements voisins; une nation armée luttant pour sa vie propre et pour l'indépendance de l'Europe, voilà le spectacle que nous nous honorons d'offrir



M. PAUL DESCHANDEL
Président de la Chambre.

(Phot. Piron, rue Royale.)

aux témoins de cette lutte formidable qui, depuis quelques jours, se prépare dans le calme le plus méthodique.

Nous sommes sans reproche. Nous serons sans peur.

La France a prouvé souvent, dans des conditions moins favorables, qu'elle est le plus redoutable adversaire quand elle se bat, comme c'est le cas aujourd'hui, pour la liberté et pour le droit.

En vous soumettant nos actes, à vous, messieurs, qui êtes nos juges, nous avons, pour porter le poids de notre lourde responsabilité, le réconfort d'une conscience sans trouble et la certitude du devoir accompli.

Cette lecture a été coupée, à maintes reprises, par des applaudissements unanimes de toute la Chambre, soulevés vers l'homme qui, à la tribune, personnifiait la Patrie en danger. Mais comment décrire l'élan de l'assemblée quand M. Viviani a évoqué le spectacle d'un peuple libre et fort, soutenant un idéal séculaire, d'une armée luttant pour sa vie propre et pour l'indépendance de l'Europe? Comment traduire l'intonation de l'orateur quand il prononça ces paroles : « Nous sommes sans reproche; nous serons sans peur »? Par quels mots exprimer le religieux enthousiasme de ses auditeurs, lorsqu'il déclare hautement que la France, — elle l'a prouvé, — est « le plus redoutable adversaire quand elle se bat, comme c'est le cas aujourd'hui, pour la liberté et pour le droit? »

En descendant de la tribune, M. Viviani s'excuse d'être obligé de quitter la séance pour aller donner lecture au Sénat du message présidentiel.

Et M. Deschanel, après avoir communiqué à la Chambre une dépêche de la Skopuchitna, envoyant à la France le salut ému de la Serbie, donne la parole au ministre des Finances, qui dépose les projets de lois nécessaires à la défense nationale.

Tous ces projets sont votés, sans débat, à l'unanimité.

Ils ont pour but de compléter l'article 5 de la

loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires ou extraordinaires à ouvrir pendant la prorogation des Chambres, de fixer le chiffre des allocations accordées aux soutiens de famille, d'élever à 12 milliards la faculté d'émission de la Banque de France et à 400 millions la faculté d'émission de la Banque de l'Algérie; ils ont traité au régime du cumul du traitement civil et de la solde militaire, aux mesures concernant les effets de commerce, à la composition des tribunaux civils en temps de guerre, aux pouvoirs des gouverneurs des colonies; ils concernent l'état de siège, le droit de réquisition de l'autorité militaire, la situation des officiers de la réserve et de la territoriale, ainsi que celle des élèves de Saint-Cyr, et le régime de la presse relativement à la publication de nouvelles militaires. Deux de ces projets ont été votés avec un enthousiasme tout particulier : celui qui concerne les Alsaciens-Lorrains et les étrangers contractant un engagement pour la durée de la guerre, et celui qui accorde l'amnistie aux insoumis et aux déserteurs qui voudront servir la France en danger.

Ces différents projets votés, la séance a été suspendue pendant deux heures pour permettre au Sénat de les ratifier.

A la reprise, M. Viviani est de nouveau monté à la tribune pour annoncer à la Chambre que le vote de la Haute-Assemblée était conforme au sien et pour lui proposer de s'ajourner sine die, tout en maintenant la session ouverte.

Après avoir déclaré, aux applaudissements unanimes des six cents députés présents, que « le gouvernement n'est pas un gouvernement de parti, mais un gouvernement national », le président du Conseil a remercié la Chambre du réconfortant spectacle qu'elle venait de donner. « Chacun de nous, s'est-il écrié, n'est plus ici le représentant de sa circonscription, mais le représentant de la France! » Et, saluant tour à tour « la noble nation, dont tous les partis sont confondus dans le culte de la patrie », et « la vaillante jeunesse qui marche vers la frontière le front levé et le cœur ferme », M. Viviani a conclu en ces termes :

« Elevons-nous à la hauteur des souvenirs glorieux de notre histoire, et acclamons la France immortelle! »

A ces mots, ce n'est plus seulement l'assemblée qui applaudit, c'est l'auditoire tout entier; c'est des galeries publiques comme des tribunes de la presse que part le cri cent fois répété de : « Vive la France! » C'est tout le pays qui communique dans la religion du drapeau tricolore.

Du haut du fauteuil présidentiel, M. Deschanel, à son tour, une brève déclaration qui se termine par le même cri de foi, par le cri qui, depuis trois jours, monte irrésistiblement à toutes les lèvres : « Vive la France, notre mère! Vive la République! » Et la séance est levée.

S'il y a des larmes dans bien des yeux, ce sont des larmes de patriotique émotion. Comme il fait bon, à une heure pareille, de sentir que tous les cœurs battent à l'unisson! Et maintenant, c'est vers la frontière que se tournent tous les regards. En avant et vive la France! — ANDRÉ DORIAC.

A l'Hôtel de Ville

Le Conseil municipal s'est réuni hier

Au cours de cette réunion, à laquelle assiste le préfet de la Seine, nos édiles prennent d'heureuses dispositions.

Les membres du Conseil municipal de Paris, non appelés sous les drapeaux, se sont réunis dans le cabinet de M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal.

M. le préfet de la Seine assistait à cette réunion.

Les membres présents ont échangé avec M. le préfet un certain nombre d'observations touchant l'approvisionnement de Paris, la distribution des secours aux familles éprouvées, les garderies d'enfants, la réorganisation du service des mairies.

Le service des secours sera centralisé dans les mairies; la population recevra par voie d'affiche tous renseignements utiles.

M. Strauss, sénateur de la Seine, qui assistait également à la réunion, a appelé l'attention des membres présents sur la nécessité qui s'impose de se préoccuper de la situation créée par la guerre aux femmes sur le point de devenir mères, en rappelant combien avait été déficiente, pendant la guerre 1870-71, l'organisation du service destiné à leur venir en aide. Dès demain, une réunion aura lieu au siège de la Ligue contre la mortalité infantile, en vue d'examiner les mesures à prendre.

M. Ernest Caron a attiré l'attention de M. Paul Strauss sur la gêne causée au fonctionnement de certaines œuvres de bienfaisance par l'impossibilité où elles se trouvent de retirer leurs fonds des caisses publiques.

Enfin, M. le préfet de la Seine a fait connaître qu'il avait obtenu de M. le gouverneur militaire de Paris l'autorisation de faire réquisitionner des voitures complémentaires pour assurer le transport des denrées alimentaires.

Sur tous les points, M. le préfet de la Seine a donné aux conseillers municipaux les explications les plus rassurantes.

A la Vie Féminine

La Vie Féminine, que dirige Mlle Valentine Thomson, et dont nous n'avons pas besoin de rappeler l'œuvre, convie ce matin tous ses membres et tous ceux qui s'intéressent à son action à une réunion générale qui aura lieu à la Galerie Excelsior, 88, avenue des Champs-Élysées, afin d'expliquer quelle va être son œuvre durant la guerre. Mais, dès aujourd'hui, nous pouvons annoncer qu'elle ouvre, à deux heures, des ateliers permanents où seront employées toutes les bonnes volontés de celles qui veulent occuper leurs loisirs d'une manière utile à nos soldats. D'autre part, la Vie Féminine a, dès hier, ouvert un bureau afin de centraliser les offres de travail. Elle engage tous ceux qui vont être dans l'obligation de faire appel à la main-d'œuvre féminine, à s'adresser à elle.

En Belgique

L'Allemagne envahit la Belgique

LONDRES, 4 août (Dépêche Havas). — On annonce officiellement que les Allemands ont envahi la Belgique.

Séance émouvante à la Chambre belge

La Chambre vote 200 millions pour la défense du territoire.

BRUXELLES, 4 août (Dépêche particulière d'« Excelsior »). — Le roi, la reine et le prince royal, follement acclamés par une foule émue, se sont rendus au Palais de la Nation, où les Chambres étaient réunies. L'enthousiasme était indescriptible. Plusieurs députés étaient en uniforme.

Le roi prononça, avec fermeté, un discours énergique, déclarant que la Belgique neutre, dont l'existence était si nécessaire à l'équilibre européen, saura défendre son honneur et son droit menacés.

Le ministre de la Guerre a lu ensuite des documents échangés entre la Belgique et l'Allemagne, depuis dimanche soir : l'Allemagne, sous le prétexte de menace d'une invasion française par Givet et Namur, a fait demander le libre passage!

— C'est inexact, aucun intérêt stratégique, dit M. de Broqueville, ne justifie la violation du droit.

Des acclamations frénétiques retentissent alors. La famille royale se retire au milieu d'une haie de députés et de sénateurs. Elle est saluée d'une immense acclamation.

Le président du Conseil donne ensuite lecture de plusieurs notes. Il dit ensuite que le territoire a été violé.

Tous les nouveaux élus sont ensuite validés et prêtent le serment constitutionnel. L'ancien bureau est renommé en bloc. Le président de la Chambre lit ensuite un discours; il termine en remerciant les deux secrétaires de la Chambre qui vont prendre place dans les rangs de l'armée.

La Chambre vote un crédit de 200 millions pour les besoins de la défense de la patrie, puis une série de projets de loi urgents. M. Vandervelde, le leader socialiste déclare que le moment est venu où les socialistes accompliront leur devoir sans défaillance. Nous voterons, dit-il, tous les crédits que le gouvernement réclamera pour la défense nationale.

La séance de la Chambre a été profondément émouvante.

Tous les membres de l'assemblée ont été déclarés réélus, et ils ont prêté serment en bloc.

M. Vandervelde, le leader socialiste, a reçu la dignité de ministre d'Etat, le gouvernement voulant ainsi affirmer l'étroite union de tous les partis dans les graves circonstances actuelles.

Le discours prononcé par le roi, et particulièrement le passage où il a déclaré que la Belgique, menacée, saurait défendre jusqu'au bout son indépendance, a été frénétiquement acclamé par tous les membres sans distinction d'opinion.

La séance est levée à 11 h. 55.

L'état de siège en Belgique

BRUXELLES, 4 août (Dépêche Havas). — Le roi a proclamé aujourd'hui l'état de siège dans les provinces de Limbourg, de Liège, de Namur et de Luxembourg.

La réponse belge à la note allemande

BRUXELLES, 4 août. — Voici la réponse belge à la note allemande :

Par sa note du 2 août 1914, le gouvernement allemand a fait connaître que d'après des nouvelles sûres, les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur, et que la Belgique, malgré sa meilleure volonté, ne serait pas en état de repousser sans secours les marches en avant des troupes françaises.

Le gouvernement allemand s'estimerait dans l'obligation de prévenir cette attaque et de violer le territoire belge. Dans ces conditions, l'Allemagne propose au gouvernement du roi de prendre vis-à-vis d'elle une attitude amicale, et elle s'engage, au moment de la paix, à garantir l'intégrité du royaume et de ses possessions dans toute leur étendue.

La note ajoute que si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant des troupes allemandes, l'Allemagne sera obligée de la considérer comme ennemie et de laisser le règlement ultérieur des deux Etats vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Cette note a provoqué chez le gouvernement du roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites, le 1^{er} août, au nom du gouvernement de la République.

D'ailleurs, si contrairement à notre attente une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée s'opposerait à l'envahisseur avec la plus vigoureuse résistance. Les traités de 1839, confirmés par les traités de 1870 consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des puissances et notamment, du gouvernement de S. M. le roi de Prusse.

La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales, elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité, elle n'a négligé aucun effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité. L'atteinte à son indépendance dont la menace le gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens.

Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. Le gouvernement belge en acceptant les propositions qui lui sont notifiées sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de 80 ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité. Si cet espoir était déçu, le gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir, toute atteinte à son droit.

L'enthousiasme en Belgique

BRUXELLES, 4 août (Dépêche Havas). — La plupart des magasins sont fermés.

Le drapeau national flotte partout; la plupart des maisons de commerce allemandes font disparaître les noms et les titres allemands.

Les manifestations antiallemandes ont continué; la foule est nombreuse.

A Liège, l'esprit de la population est excellent; on augure bien de la résistance.

Le conflit austro-serbe

Le prince héritier fait un vibrant appel à son peuple

NISCH, 4 août (De notre correspondant particulier). — En arrivant à la Skouptina, le prince héritier, accompagné par M. Pachitch, a été accueilli par des acclamations unanimes. Il prononça le discours du trône dont certains passages furent soulignés par de frénétiques ovations.

— C'est avec plaisir, déclare le prince, que je vous annonce que la grande Russie et son noble souverain le tsar Nicolas suivent avec une attention particulière et une chaude sympathie le conflit de notre chère Serbie contre l'Autriche-Hongrie.

« La Russie, avec ses sentiments de noblesse, soucieuse de l'avenir de la Serbie, nous a fourni l'assurance formelle qu'elle prend un grand souci du sort de la Serbie. Je constate avec satisfaction que notre juste cause trouve la sympathie et l'appui de la France et de l'Angleterre. La Serbie est avec ses grands amis et fidèles alliés. Le Monténégro et notre royaume, dans une étroite fraternité, défendent la nation serbe. Ce désas-

Ayuntamiento de Madrid

tre nous fut imposé par la force. Nous avons cédé autant que le permettait notre dignité. Notre cause est juste. Nous lutterons avec l'ennemi plus fort et nous nous défendrons contre l'humiliation, la force et la violence. »

Le discours que prononça le prince Alexandre fut longuement acclamé. Il quitta la salle accompagné de M. Pachitch, et au dehors une masse imposante de conscripts salua avec enthousiasme le prince héritier. — JÉRÔME PANTELICH.

Le bombardement de Belgrade continue

NISCH, 4 août (Dépêche de notre correspondant particulier). — Le bombardement de Belgrade continue par intervalle.

Au feu de l'artillerie lourde nourrie, l'artillerie serbe riposte avec succès. Les obus pleuvent sur la capitale, faisant des dégâts. C'est ainsi que le ministère de la Guerre, le palais, des maisons particulières et l'hôpital italien — où plusieurs malades furent tués — ont été endommagés. On n'épargne rien. Heureusement que tous les obus n'éclatent pas. La population entière se sauve à travers les lignes de feu, gagnant la campagne et se dirige vers Resnik, à 11 kilomètres de Belgrade. L'ennemi est partout repoussé. — JÉRÔME PANTELICH.

En Italie

L'Italie repousse le « casus foederis »

ROME, 4 août, 8 h. 45 matin (Dépêche visée par la censure). — La déclaration de neutralité de l'Italie assure ses alliés de ses sentiments d'amitié, mais repousse le *casus foederis*, devant la violation de la neutralité du Luxembourg et les incursions sur la zone française.

M. Giolitti, ancien président du Conseil, comme le marquis Visconti-Venosta, a approuvé publiquement l'attitude de l'Italie.

Les classes de 1891, 1890 et 1889 rappelées sous les drapeaux en Italie.

ROME, 4 août, 8 h. 45 matin (Dépêche visée par la censure). — Les classes 1891, 1890 et 1889 sont rappelées sous les drapeaux, dans le seul but, dit un communiqué, de compléter les garnisons des villes et d'assurer la neutralité.

Le départ des étrangers mobilisés se poursuit et donne lieu à des manifestations de sympathie.

La haute banque et le gouvernement examinent les moyens d'enrayer l'inquiétude des petits déposants.

Les pays neutres

Un vote de la Chambre américaine

WASHINGTON, 4 août (Dépêche Havas). — La Chambre des représentants a voté aujourd'hui un bill autorisant les navires étrangers à prendre, pendant la crise européenne, le pavillon américain.

Le but de cette mesure serait d'empêcher une crise de la navigation transatlantique, mais il y a lieu de considérer comme certain que les nations belligérantes se refuseront de tenir compte des changements de pavillons effectués pendant l'état de guerre.

L'attitude de la Roumanie

BUCAREST, 4 août (Dépêche Havas). — Dans un conseil des ministres qui s'est tenu à Sinaïa, conseil présidé par le roi Carol et auquel ont pris part le prince héritier, le président de la Chambre des députés, un ancien président du conseil et plusieurs anciens ministres représentants des partis de gouvernement, on a examiné l'attitude que devait avoir la Roumanie dans les circonstances actuelles. A la presque unanimité, le conseil a décidé que la Roumanie devait prendre toutes mesures pour la défense de ses frontières.

En Suède

STOCKHOLM, 4 août (Dépêche Havas). — Le gouvernement suédois a décrété la neutralité absolue de la Suède pendant les guerres actuelles entre des puissances étrangères.

La répercussion de la guerre au Brésil.

RIO-DE-JANEIRO, 4 août (Dépêche Havas). — Une réunion des ministres et des commissions des finances de la Chambre et du Sénat, sous la présidence de M. Hermès da Fonseca, a décrété à la suite d'une exposition des faits par le ministre des finances, que les jours seraient fériés jusqu'au 15 août; elle a décidé de demander au Parlement de voter un moratorium. Le ministre des finances a proposé également de décréter l'inconvertibilité des billets de la caisse de conversion afin d'empêcher la sortie de l'or; ces mesures répondent à la nécessité urgente d'aider le commerce dans la situation critique causée par les graves événements de l'Europe.

Communiqués officiels

MINISTÈRE DE LA GUERRE

MOBILISATION ANGLAISE

Le ministère de la Guerre communique, à 11 h. 30 du soir, les informations suivantes :

Notre ambassadeur à Londres, M. Cambon, télégraphie au ministre des Affaires étrangères à Paris que la mobilisation de toutes les forces métropolitaines vient d'être ordonnée.

Deux divisions et une brigade de cavalerie de l'armée des Indes ont reçu l'ordre de se tenir prêtes à partir pour rentrer dans la métropole.

Le ministère anglais estime, d'autre part, que les dominions peuvent fournir pour la défense du Royaume-Uni les forces suivantes : Australie, 20.000 hommes; Nouvelle-Zélande, 5.000 hommes; Canada, de 8 à 10.000 hommes.

MOBILISATION FRANÇAISE

Les opérations de notre mobilisation se poursuivent dans le plus grand ordre et le plus grand calme.

Les réservistes ont achevé de rejoindre pour la plupart; l'état moral est excellent. Aucun incident.

SUR NOTRE FRONTIÈRE

Des reconnaissances de cavalerie et des patrouilles d'infanterie franchissent partout notre frontière.

Une compagnie d'infanterie allemande est entrée à Jœuf-Homécourt. Elle a saccagé le bureau des douanes et le bureau de télégraphes.

Un escadron de dragons s'est porté sur Villers-la-Montagne; il a été refoulé par un détachement de chasseurs à pied français qui a fait un sous-officier prisonnier.

Deux escadrons de uhlans sont venus jusqu'à Mercy-le-Bas.

Un régiment de cavalerie allemande qui s'était avancé jusqu'à Morfontaine s'est replié sous la menace d'une compagnie d'infanterie française.

AÉRONAUTIQUE

Il est rappelé que, par décret en date du 31 juillet 1914 la navigation aérienne est interdite au-dessus du territoire français pour tous les aéronefs autres que les aéronefs militaires.

Si certains avions ont été aperçus au-dessus de Paris, il s'agit d'appareils militaires en cours de réception à Buc et à Villacoublay, ou d'aéroplanes, également militaires, se dirigeant vers l'Est.

L'état d'esprit est excellent en Alsace. 17 Alsaciens qui essayaient de gagner la France ont été fusillés à Mulhouse.

Le curé de Moineville fusillé

Le curé de Moineville a été fusillé par les soldats allemands.

[Moineville est une petite commune située à quelques kilomètres de Briey.]

Un croiseur allemand bombarde Bône

Le gouvernement général de l'Algérie a communiqué officiellement que ce matin, à 4 heures, Bône a été bombardée par un croiseur à quatre cheminées qui, en huit salves, a tiré contre la ville une soixantaine d'obus, tuant un homme et endommageant quelques maisons. Ce croiseur a filé ensuite à toute vitesse dans la direction de l'ouest.

Il s'agit, croit-on, du *Breslau*, et il y a lieu de penser que ce navire se trouve engagé contre la flotte britannique.

Selon d'autres informations, Philippeville aurait été également bombardée par deux croiseurs allemands : le *Göben* et le *Breslau*.

Le croiseur de combat *Göben* qui, avec le petit croiseur *Breslau*, a bombardé Bône et Philippeville, a été lancé le 28 mars 1911; il a un déplacement de 23.000 tonnes avec 171 m. 50 de longueur, 26 m. 50 de largeur et 8 m. 10 de tirant d'eau; c'est un des croiseurs les plus rapides qui existent. Il file 28 nœuds et ses machines, pour donner cette

vitesse, doivent produire la puissance énorme de 86.000 chevaux.

Il est armé de dix pièces de 280 millimètres, de douze de 150 et de douze de 88, plus quatre tubes lance-torpilles sous-marines. Sa protection à la ceinture a 280 millimètres d'épaisseur. Son effectif est de 1.013 hommes, état-major et équipage compris.

Le petit croiseur *Breslau*, de 4.550 tonneaux de déplacement, est presque aussi rapide que le *Göben*; il a donné 27 nœuds 1/2 à ses essais; il est armé de douze canons de 105 millimètres, a un cuirassement de 100 millimètres à la flottaison et un effectif de 379 hommes.

D'après une dépêche de Rome au *New York Herald*, le *Göben* n'aurait pas pris part au bombardement de Bône et Philippeville, mais serait allé rejoindre la flotte autrichienne à Pola, après avoir fait escale à Tarente.

AU SÉNAT

Le message du président de la République a été lu au Sénat par M. Viviani dans la même atmosphère de religieux enthousiasme qu'à la Chambre. La déclaration du président du Conseil et son exposé des faits qui ont précédé l'attaque de l'Allemagne ont été également écoutés dans un silence impressionnant, coupé, à plusieurs reprises, par des applaudissements unanimes et répétés.

Après que M. Antonin Dubost eut lu la convocation des Chambres, M. Bienvenu-Martin monta à la tribune et donna lecture du message présidentiel.

La lecture s'effectua au milieu du plus grand silence.

A chaque alinéa, des applaudissements enthousiastes se firent entendre.

Et ce furent de véritables ovations au passage consacré à nos vaillantes troupes.

Quand la lecture fut terminée, d'un même geste tous les sénateurs se levèrent et crièrent : « Vive la France ! »

Les différents projets de loi soumis aux deux Assemblées, en vue de l'organisation de la guerre, ont été votés sans discussion, à l'unanimité. Et la séance a été levée au cri de : « Vive la France ! »

Le Conseil des Ministres

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis, hier matin, en conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Le Conseil a approuvé les termes du message



M. AUGAGNEUR
Ministre de la Marine

M. MESSIMY
Ministre de la Guerre

du président de la République et de la déclaration ministérielle qui ont été lus l'après-midi aux Chambres.

En Angleterre

On annonce que Lord Kitchener sera probablement nommé ministre de la Guerre.

Ayuntamiento de Madrid

L'Angleterre envoie un ultimatum à l'Allemagne au sujet de la neutralité belge

LONDRES, 4 août (Dépêche Hayas). — Au cours de la séance de la Chambre des Communes, M. Asquith, président du Conseil, a déclaré que l'Angleterre a accordé jusqu'à minuit à l'Allemagne pour que celle-ci donne, en ce qui concerne la neutralité de la Belgique, les mêmes assurances qui ont été données par la France.

Le Japon soutiendra la Triple Entente

SAINT-PÉTERSBOURG, 4 août (Dépêche de l'Information). — On assure que le Japon a déclaré qu'il soutiendra l'Angleterre, la France et la Russie et agira en plein accord avec la Triple Entente.

Un manifeste de la presse parisienne

Le comité du Syndicat de la presse parisienne, dans sa réunion du lundi 3 août, à 4 heures, a pris la délibération suivante :

La mobilisation générale de l'armée française s'est effectuée à Paris et dans toute la France avec un tel calme, une telle méthode, un élan si résolu, que le monde entier rend déjà hommage au patriotisme organisé de la nation.

Grâce à la merveilleuse préparation de notre état-major général et de tous les services de l'armée, les classes mobilisables s'échelonnent successivement aux postes assignés.

Dans de pareilles conditions, les cortèges avec ou sans drapeaux, les clameurs des manifestants, même s'ils sont animés des sentiments les plus nobles, risquent d'affaiblir cette force morale et cet ordre dans la rue qui sont le complément indispensable de toute action militaire aux frontières.

La presse a la conscience d'accomplir le premier de ses devoirs envers la patrie en demandant à tous les bons citoyens de ne s'associer d'aucune manière à des manifestations inutiles dans la rue et dans les endroits publics.

Toute la France a confiance dans les pouvoirs publics pour assurer, au mieux des intérêts du pays, la défense de la nation.

Cela doit suffire à tous les bons citoyens.

Une circulaire du comité plébiscitaire

Le comité politique plébiscitaire adresse la circulaire suivante à tous les conseils directeurs départementaux, aux comités et aux organisations régionales :

Les événements imposent à tous les plébiscitaires un grand et unique devoir : le ralliement autour du drapeau.

Toutes nos divisions et nos discordes intérieures doivent cesser. Tous les Français, guidés par les sentiments du plus pur patriotisme, doivent s'unir pour faire face au danger.

Nos comités et nos organisations régionales doivent apporter le plus loyal et le plus énergique concours à toutes les autorités républicaines dans l'œuvre de défense nationale. Nous n'avons plus qu'une seule devise : servir.

Vive la France !

Le secrétaire général :
T. RUDELLÉ.

Les étrangers et la France

Les colonies étrangères habitant Paris continuent à manifester leur sympathie vis-à-vis de la France.

Le comité de la Ligue franco-italienne a adressé à M. Viviani, président du Conseil, l'adresse suivante :

« Le comité de la Ligue franco-italienne, heureux de constater que l'Italie, se souvenant du passé, est restée fidèle à son amitié pour la France en proclamant sa neutralité dans les douloureuses circonstances actuelles, exprime au gouvernement de la République ses plus vives sympathies. »

Le comité a ouvert parmi ses membres une souscription en faveur de la Croix Rouge française.

L'adresse du comité de la Ligue franco-italienne est signée par MM. Ch. Beauquier, ancien député, président; Gustave Rivet, Henri Michel, J. Penso, G. Bardach, Samama, Daniel, Wied, vice-présidents du comité, et par M. Raquet, secrétaire général.

Le comité de la Ligue franco-italienne convoque tous ses membres et ceux de la colonie italienne de Paris en vue de la formation d'une section italienne de la Croix Rouge.

L'Union garibaldienne, composée d'anciens garibaldiens français et italiens, présidée par M. Magnien, sénateur, convoque également ses membres en vue de la formation d'un corps de volontaires garibaldiens, dont le commandement a été offert à Ricciotti Garibaldi.

D'autre part, l'appel suivant est adressé aux Polonais par MM. Danysz, le docteur Motz et Sasiorowski, président de la Société des Sokols en Europe occidentale :

« Les Polonais qui résident en France et se trouvent dans l'impossibilité de prendre du service régulier dans l'armée française sont invités à se présenter aux bureaux du journal *Polonia*, rue Notre-Dame-de-Lorette, 10, tous les jours, de 2 heures à 7 heures. »

L'échange de dépêches entre le roi George et le Tsar

LONDRES, 4 août (Dépêche Fournier). — On a appris les termes généraux des télégrammes échangés entre le roi George V et le tsar.

Le roi George a tout d'abord transmis au tsar les déclarations de l'Allemagne. Il lui a ensuite exprimé son extrême émotion et sa volonté de ne pas manquer de faire tout le possible pour éviter la terrible calamité qui menace actuellement le monde.

Le souverain anglais faisait, en outre, personnellement appel au tsar. Il lui demandait d'écarter tout malentendu et de laisser encore le champ libre aux négociations, promettant tout son concours pour rouvrir les conversations des puissances.

L'empereur Nicolas, dans sa réponse, a déclaré qu'il aurait été heureux d'accepter les propositions du roi George, si l'ambassadeur d'Allemagne n'avait pas présenté à la Russie une déclaration de guerre soudaine, malgré ses assurances catégoriques.

Les troupes russes n'ont pas bougé pendant que durait la médiation. La guerre a été imposée à la Russie. Le tsar terminait en déclarant : « J'espère que votre pays ne manquera pas de soutenir la France et la Russie. »

L'Autriche ne veut pas de généraux slaves

On télégraphie de Cettigné le 4^{er} août via Nisch :

« On vient d'apprendre que le chef d'état-major général des troupes autrichiennes de Bosnie, le général Lipovchak, vient d'être relevé de ses fonctions et a été remplacé par le général Edouard Bonz, de race allemande. »

« La mesure prise par le haut commandement autrichien est d'autant plus significative que le général Lipovchak est de race slave. »

« Il paraîtrait que la même mesure aurait été prise contre un très grand nombre d'officiers autrichiens de même nationalité que le général Lipovchak. »

Bruit d'attentat contre le kronprinz et la kronprinzessin

LONDRES, 4 août (Dépêche Fournier). — D'après une rumeur de Berlin, un attentat aurait été dirigé contre le kronprinz et la kronprinzessin, au palais de Potsdam.

La répercussion de la guerre aux Etats-Unis

WASHINGTON, 3 août. — La Chambre de compensation des banquiers a accepté la proposition du gouvernement autorisant pour prévenir une crise financière l'émission de certificats de la Chambre de compensation.

Un fonctionnaire a déclaré aujourd'hui :

« Nous n'avons pas l'intention de permettre que l'Europe nous donne du papier pour de l'or. Si l'Europe refuse de payer les traites américaines en numéraire, tout ce que nous aurons à faire sera de payer les traites européennes de la même façon. »

Les représentants diplomatiques américains en Europe sont autorisés à changer des chèques des ambassades contre des lettres de crédit et des chèques de voyageurs.

M. Bryan s'est déclaré certain que les chemins de fer et les paquebots accepteraient les chèques des ambassades.

La mobilisation au Maroc

RABAT, 3 août (Dépêche Havas). — Le décret de mobilisation générale a été accueilli avec un grand enthousiasme par les Français résidant à Casablanca et à Rabat. L'incorporation des réservistes et des territoriaux se poursuit dans le plus grand calme. L'attitude de la population française et de la population indigène est excellente.

Le résident et les généraux Brulard, Henrys et Gouraud ont conféré sur les mesures de sécurité à adopter sur toute l'étendue du protectorat.

Les nouvelles de l'intérieur montrent que la situation est satisfaisante du côté des Zaïan et signalent des discussions entre les tribus montagnardes; l'autorité des chefs de guerre s'est amoindrie en raison des échecs successifs subis par les tribus dans leurs actions contre nos colonies.

La proclamation du gouvernement français est reproduite dans tous les journaux. Elle a été affichée en ville et accueillie avec enthousiasme. Les

général Blondial a reçu le commandement de la brigade qui rentre en France.

Le mouvement des transatlantiques

LONDRES, 4 août. — L'Evening News annonce que le steamer allemand Kronprinzessin-Cecilie, allant de New-York à Brême et ayant à son bord deux millions de livres sterling en espèces, est arrivé aujourd'hui à Palmouth (Cornouailles); mais, suivant une dépêche de New-York, ce steamer serait arrivé sans dans un port allemand.

D'autre part, on mande de New-York que le Kronprinz-Wilhelm est parti de ce port pendant la nuit pour Brême sans passagers.

Monaco ne veut plus d'Allemands

MONTE-CARLO, 4 août (Dépêche Havas). — La principauté de Monaco a notifié aux sujets allemands qu'ils avaient à quitter le territoire monégasque.

Les services postaux transatlantiques

WASHINGTON, 4 août (Dépêche Havas). — Le Sénat a autorisé la création de services de navigation qui assureront le transport du courrier, des passagers et des marchandises en Europe et dans l'Amérique du Sud.

La première victime : Alexis Samain

Alexis Samain, que les Allemands ont lâchement assassiné, avait eu, surtout au cours de ces dernières années, fréquemment maille à partir avec les autorités allemandes.

D'abord, en 1909, il avait fondé à Metz, sa ville natale, une Société de gymnastique qu'on avait baptisée la Lorraine Sportive. Mais de suite l'administration avait regardé d'un mauvais œil cette Société, dont l'uniforme et les sonneries de clairon rappelaient trop, à son avis, l'uniforme et la musique de nos groupements français. Et c'étaient des tracasseries continues.

Le 8 janvier 1911, la Lorraine Sportive donnait, à l'hôtel Terminus, un grand concert. Conformément à la loi allemande, les invitations avaient été faites par écrit. A peine le concert avait-il commencé qu'un commissaire de police pénétra dans la salle et ordonna aux exécutants de cesser de jouer. Alexis Samain expliqua au commissaire que la réunion était privée et le pria de vider les lieux. La musique salua la sortie du trouble-fête par la marche de Sambre-et-Meuse. A la suite de ces incidents, Alexis Samain fut arrêté. On l'accusait d'avoir incité la foule à la rébellion contre la force armée, mais cette mesure causa une vive indignation à Metz. Les autorités se résignèrent à mettre Samain en liberté.

Seulement, de ce jour, la Lorraine Sportive fut condamnée.

Un jour, le président et les chefs sont accusés d'antigermanisme, et le premier est condamné à six semaines de prison.

Un autre jour — le 11 décembre 1911 — un sergent prussien, nommé Maasch, injurie en pleine rue le frère d'Alexis Samain, Paul. Alexis intervient et reçoit du militaire un coup de poing. Aussitôt un de ses amis tue le sergent d'un coup de revolver. Et nos trois Messins furent poursuivis.

Le 22 mars, on les acquitta.

Depuis lors, les frères Samain furent traqués par les Allemands. Ceux-ci, d'ailleurs, avaient établi une liste de suspects, et ne dissimulaient pas qu'en cas de guerre ces suspects seraient emprisonnés.

— Je figure sur cette liste en bonne place, nous disait au mois d'octobre le président de la Lorraine sportive. Je sais ce qui m'attend...

Non, il se trompait : il croyait qu'on l'incarcérerait; on l'a assassiné. On a fusillé le petit-neveu de cette admirable Messine que M. Maurice Barres, dans *Collette Baudouche*, appelle Mlle Aubertin la France.

C'est le premier martyr de notre cause qui vient de tomber.

M. Samain était sous-officier dans l'artillerie de forteresse allemande.

La justice militaire

A la suite de la proclamation de l'état de siège, on sait dans quelles conditions la répression des crimes et délits passe aux mains de la justice militaire.

A Paris, l'organisation des conseils de guerre va se compléter par l'adjonction de juges du tribunal de la Seine aux magistrats militaires. M. Lescouvé, procureur de la République, a conféré avec le général Michel, gouverneur de Paris.

Au cours de cet entretien, diverses mesures ont été prises. Il a été décidé notamment que, sur les trente-trois juges d'instruction que compte le tribunal de la Seine, vingt-six seraient attachés aux deux conseils de guerre en qualité de rapporteurs,

les sept autres étant indisponibles ou restant attachés au petit Parquet.

Ces magistrats continueront donc, en somme, leur métier d'« instructeurs ».

Tout cela, évidemment, sans préjudice des mobilisations individuelles de juges comme M. Renekhoff, vice-président au tribunal, qui, par son affectation militaire, siège maintenant au conseil de guerre.

A l'heure actuelle, la justice est saisie de plus de quatre-vingts affaires d'espionnage. Ces affaires, qui avaient été tout d'abord concentrées entre les mains de M. Drioux, sont aujourd'hui réparties dans quatre cabinets d'instruction.

Les troupes noires

M. Diagne, député du Sénégal, vient de demander au gouvernement d'autoriser l'engagement, pour la durée de la guerre, des Sénégalais des communes de la colonie dans les troupes françaises stationnées en Afrique occidentale. Cette solution permettra aux électeurs sénégalais, en attendant l'incorporation automatique, de participer à la garde de notre empire africain.

M. Diagne n'a fait d'ailleurs qu'exprimer le très vif désir de ses compatriotes de participer à la défense nationale.

Les gouverneurs coloniaux

M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale; MM. Angoulvant, Cor et L. Fournau, lieutenants gouverneurs dans nos possessions d'Afrique, qui avaient reçu l'ordre de rejoindre leurs postes, ont été retenus provisoirement par le département des colonies en raison de l'état actuel des communications maritimes.

M. Merwart, gouverneur de la Guadeloupe, mis à la disposition de l'autorité militaire, a rejoint d'urgence son poste de mobilisation.

La publication des journaux

La note suivante nous est adressée par le ministère de la Guerre :

Il est interdit de publier aucune nouvelle relative aux événements de guerre, mobilisation, mouvements, embarquements, transports de troupes, composition des armées, effectifs, etc., etc., qui n'ait pas été communiquée par le bureau de la presse, organisé par le ministère de la Guerre.

Les communiqués seront faits trois fois par jour : de 10 h. à 10 h. 1/2, de 11 h. 1/2 à 15 h., de 23 h. 1/2 à 23 h. 59.

MM. les directeurs des diverses publications quotidiennes et périodiques sont invités à faire connaître, par une déclaration écrite, à la préfecture de police, direction du cabinet, service des dépêches, aujourd'hui 4 août, les jours et heures de leurs publications régulières; toutes les éditions spéciales sont interdites, ainsi que les annonces criées ou placardées sur la voie publique.

Ils devront en outre faire remettre au ministère de la Guerre (bureau de la presse) les épreuves définitives de chaque numéro aussitôt que la dernière page aura été composée.

Le journal ou la publication intéressée sera d'ailleurs libre, après l'envoi de cette épreuve, de procéder au tirage et à la vente sans autre formalité. Mais il s'exposerait à la saisie immédiate si l'examen de l'épreuve permettait de constater l'insertion d'une nouvelle militaire quelconque qui n'ait pas été communiquée par les soins du bureau de la presse du ministère de la Guerre.

En Allemagne

La proclamation de l'état de siège à Berlin

Le Temps a reçu de Berlin, par voie indirecte, la lettre suivante, qui porte la date du vendredi 31 juillet au soir :

L'état de siège vient d'être proclamé à deux heures. Sur les colonnes Morris, de courtes affiches blanches, timbrées d'un aigle, annoncent au public que les autorités civiles ont cédé la place aux autorités militaires. A Berlin, le préfet de police dépend désormais du gouverneur militaire. Les habitants sont soumis au régime de l'état de siège.

Vers 2 h. 30, des escouades de militaires, accompagnées d'officiers de police, ont parcouru les rues au son du tambour. De temps à autre, elles faisaient halte. La foule s'attroupait aussitôt. Un officier de police donnait alors lecture à haute voix des articles du décret d'état de siège. Trois heures; on brandissait les drapeaux; puis l'escouade reprenait sa route.

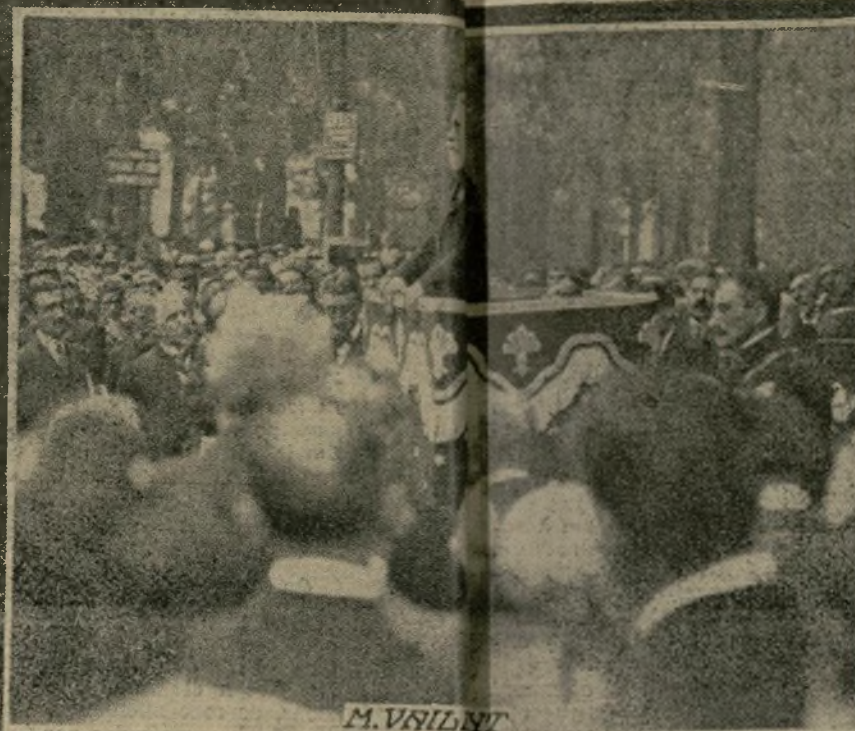
A 3 heures, l'empereur arriva de Potsdam. Son automobile chemina lentement sur l'immense avenue, entourée d'une masse d'hommes qui chantaient et criaient. Au delà de l'arsenal, elle repartit à toute allure et alla s'engouffrer dans le portail obscur du château impérial. La foule resta tout l'après-midi massée sur la place, attendant la sortie du souverain.

Quant à l'opinion publique, elle est, en réalité, fort peu emballée. Il y a beaucoup de brailards, mais le gros du public est calme et embêté. On crie très peu quand on n'est pas une manifestation organisée. Les gens sérieux sont inquiets. On sent que la partie va être très dure et qu'elle est engagée dans des conditions défavorables.

SOCIALISTES ET PATRIOTES ONT FAIT A JEAN JAURÈS D'IMPOSANTES OBSÈQUES



LA FAMILLE



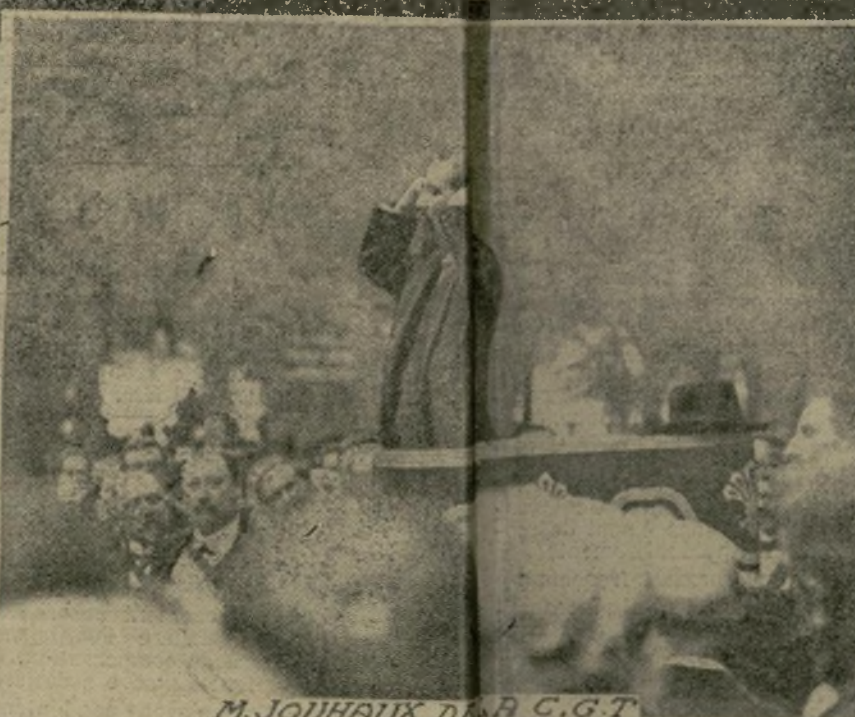
M. VAILANT



AUTOUR DU CERCUEIL PENDANT LES DISCOURS



L'ARRIVÉE DE M. M. VIVIANI (1) ET MALVY (2)



M. JOUHAUX DÉPUTÉ C.G.T.



LES DÉPUTÉS



LES CHARS DE COURONNES



M. HUYSMANS DÉPUTÉ BELGE



LE CORTÈGE DÉFILANT PLACE DU TROCADÉRO

Par son attitude recueillie, par sa dignité et son calme, la foule qui suivit hier le cercueil de Jean Jaurès affirma son désir de réconciliation nationale devant le danger qui menace la patrie. Le cortège se forma au domicile du chef du parti socialiste, rue de la Tour, et se dirigea vers l'avenue Henri-Martin, où, à l'intersection de la rue de la Pompe, une tribune était dressée. Après les discours, le cortège se rendit place de la Concorde, où eut lieu la dislocation.

Le discours de sir E. Grey à la Chambre des Communes

Nous croyons devoir publier dans ce numéro, qui mentionne des événements historiques, le discours que sir Edward Grey a prononcé hier à la Chambre des Communes.

« La semaine dernière, dit-il, je déclarais que nous travaillions pour la paix, non seulement pour ce pays, mais pour maintenir la paix de l'Europe. Aujourd'hui, bien que les événements aient marché si rapidement qu'il semble difficile de se prononcer d'une façon suffisamment précise sur la situation, il est clair que la paix de l'Europe ne peut plus désormais être maintenue. La Russie et l'Allemagne se sont déclarées la guerre. » (A ce moment, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France n'était pas encore connue à Londres.)

Le ministre des Affaires étrangères déclare ensuite qu'il tient à la Chambre la position de l'Angleterre dans la crise, afin que l'assemblée puisse se prononcer en pleine connaissance de cause. Après avoir rappelé les efforts incessants de l'Angleterre pour maintenir la paix, notamment au cours de la crise balkanique, sir Edward Grey a ajouté que, malheureusement, dans le cas actuel, ces efforts ont été vains, d'abord en raison du manque de temps, ensuite parce qu'il existait dans certains milieux des tendances sur lesquelles il déclare ne pas vouloir s'expliquer, et qui avaient pour but de précipiter les événements au risque de compromettre la paix. Le ministre s'étend ensuite sur les obligations de l'Angleterre et les accords écrits :

Les obligations de l'Angleterre

« Je désire, ajoute le ministre, traiter la question du point de vue de l'honneur britannique (applaudissements frénétiques) et des obligations britanniques (nouveaux applaudissements). »

« J'en arrive en premier lieu à la question de notre traité et de nos obligations. Il y a en Europe deux groupes diplomatiques : la Triple Alliance, et ce qu'on est convenu d'appeler la Triple Entente. La Triple Entente n'est pas une alliance : c'est un groupe diplomatique. La Chambre se rappellera qu'en 1908 il y a eu une crise, une crise balkanique, elle aussi, provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

« Le ministre de la Russie vint à Londres, et je lui déclarai nettement que, comme il s'agissait d'une crise balkanique, je ne considérais pas que l'opinion publique de ce pays nous approuverait de donner davantage que notre appui diplomatique. Nous n'avons jamais rien donné de plus et n'avons jamais rien promis de plus. Eh bien, dans la crise actuelle, jusque hier nous n'avions jamais promis autre chose que notre appui diplomatique.

« Mais pour bien faire comprendre cette question d'obligation à la Chambre, je dois remonter jusqu'à la crise marocaine de 1906. C'était l'époque de la conférence d'Algésiras. On me demanda à ce moment si, au cas où la crise déterminerait une guerre entre la France et l'Allemagne, nous donnerions notre appui armé à la France. Je déclarai que je ne pouvais rien promettre, à moins que l'appui unanime de toute la nation ne m'y autorisât. J'ajoutai que, dans mon opinion, si la guerre était imposée à la France au sujet de la question du Maroc — question qui venait de faire le sujet d'un accord — et que si par suite de cet accord la guerre était imposée à la France, l'opinion publique en Angleterre se déclarerait en faveur de la France. Mais je ne fis aucune promesse. Je m'exprimai en termes identiques devant les ambassadeurs de France et d'Allemagne. Cette situation fut acceptée par le gouvernement français, qui me déclara à ce moment et très raisonnablement : « Si vous jugez possible que l'opinion publique anglaise, au cas où une crise surgirait à l'improviste, pût vous approuver de donner votre concours armé à la France, concours que vous ne pouvez promettre à l'avance, cet appui, à moins que des échanges de vues préalables n'aient eu lieu entre les experts militaires et navals, vous ne pourriez le donner même si vous le vouliez, lorsque l'occasion se produirait. »

« Cette objection avait du poids, je le concède, et fut l'origine des conversations qui eurent lieu, mais il fut bien spécifié par avance que rien de ce qui serait convenu entre les experts militaires et navals ne nous lierait en aucune façon et que nous garderions la faculté de décider si oui ou non nous devrions donner notre appui lorsque le moment viendrait.

Un accord écrit

« Ces conversations eurent lieu en 1912; la question fut l'objet de l'examen du cabinet et il fut décidé que nous devrions avoir un accord précis par écrit. Cet accord devait avoir la forme d'une lettre non officielle. Les conversations ne liaient pas les deux gouvernements. Le 22 novembre 1912, j'écrivis la lettre que je vais lire à la Chambre à

l'ambassadeur de France et je reçus de lui en réponse une lettre identique :

Mon cher ambassadeur,

A diverses reprises, au cours des dernières années, les experts militaires et navals français et anglais ont eu des consultations; il a toujours été entendu que ces consultations ne restreignent pas la liberté de l'un ou l'autre gouvernement de décider dans l'avenir d'aider ou de ne pas aider l'autre par la force armée. Nous avons convenu que la consultation entre les experts n'est pas ou ne devrait pas être considérée comme un engagement contraignant l'un ou l'autre gouvernement à entrer en action dans une éventualité qui ne s'est pas encore produite et qui peut ne jamais se produire.

Sir Edward Grey convient ensuite que si l'un ou l'autre gouvernement avait de sérieuses raisons de craindre une attaque de la part d'une tierce puissance, ou de supposer que la paix générale fût menacée, il entrerait immédiatement en rapports avec l'autre gouvernement pour examiner l'éventualité des mesures à prendre pour empêcher l'agression et maintenir la paix.

LORD CHARLES BERESFORD. — Quelle est la date de l'accord ?

SIR EDWARD GREY. — 22 novembre 1912. C'est la base de l'attitude du gouvernement dans la crise actuelle. Je crois qu'il rend parfaitement intelligible la situation de l'Angleterre.

Le conflit actuel

Le ministre déclare que la crise actuelle n'a pour point de départ aucun fait au sujet duquel la Grande-Bretagne ait conclu un accord spécial avec la France. Son point de départ est un conflit entre l'Autriche et la Serbie.

Je puis dire avec la plus absolue confiance qu'aucun gouvernement et qu'aucun pays n'est moins désireux d'être impliqué dans une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie que le gouvernement français et la nation française. Ils y sont impliqués par suite de leurs obligations d'honneur et d'une alliance précise avec la Russie.

Mais une obligation d'honneur ne peut s'appliquer à nous avec la même force.

Nous ne sommes pas partie à l'alliance franco-russe. Nous ne connaissons même pas les termes de cette alliance.

La situation est donc bien nette en ce qui concerne la question d'honneur. Quelle est, dans ces conditions, notre position ?

Nous avons depuis de longues années entretenu des relations amicales avec la France. (Applaudissements.)

Je me souviens parfaitement du sentiment de cette Assemblée — je me souviens de mon propre sentiment lorsque le dernier gouvernement conclut cet arrangement avec la France — de l'impression de réconfort résultant du fait que ces deux nations, que des différends perpétuels avaient divisées dans le passé, avaient résolu ces différends. (Applaudissements.)

Jusqu'à quel point cette amitié implique-t-elle des obligations ? C'est à la Chambre d'en juger.

La nation française a une flotte actuellement dans la Méditerranée. Les côtes septentrionales et occidentales de la France sont absolument sans défense. Avec la flotte française dans la Méditerranée, la situation est très différente de ce qu'elle était auparavant.

En ce qui concerne la France, l'amitié qui s'était établie et qui avait grandi entre les deux pays avait donné à la France le sentiment de sécurité, le sentiment qu'elle n'avait plus rien à craindre de nous.

Mon impression personnelle est que si une flotte étrangère, engagée dans une guerre que la France n'aurait pas cherchée, pénétrait dans la Manche, bombardait et détruisait les parties non défendues de la côte française nous ne pourrions pas rester immobiles. (Applaudissements frénétiques et prolongés.)

En présence de ce qui se passerait sous nos yeux, nous ne pourrions pas rester les bras croisés sans rien faire. Cette impression, je le crois, est celle du pays tout entier. (Applaudissements prolongés.)

Mais je désire envisager la question du point de vue des intérêts britanniques, et c'est de ce point de vue que je vais m'attacher à justifier ce que je vais dire à la Chambre.

Si nous ne disons rien en ce moment, que fera la France avec sa flotte dans la Méditerranée, ses côtes du Nord et de l'Ouest absolument sans défense, à la merci d'une flotte allemande pénétrant dans la Manche ?

Nous devons nous souvenir que nous sommes en présence d'une guerre de vie ou de mort.

Il se peut que la flotte française soit retirée de la Méditerranée. Nous sommes en présence d'une conflagration européenne. Est-il possible de se faire une juste idée des conséquences qui en découleront ?

Une guerre agressive

Supposons pour un instant que nous observions une attitude de neutralité. Supposons que la flotte française soit retirée de la Méditerranée. Suppo-

sons que les événements rendent nécessaire pour les intérêts britanniques que nous fassions la guerre. Supposons que l'Italie ne reste pas neutre, comme elle l'est actuellement, parce qu'elle comprend que c'est une guerre agressive (Violents applaudissements) et que la Triple-Alliance est une alliance défensive.

Supposons que l'Italie modifie son attitude de neutralité au moment où nous serons forcés, pour défendre les intérêts britanniques, de combattre nous-mêmes. Quelle serait alors la situation de la Méditerranée ? La liberté du commerce dans cette région est vitale. Quelle serait la situation si nous étions obligés de maintenir une flotte dans la Méditerranée ? Quels risques ne courraient pas les intérêts britanniques du fait de notre neutralité ? Eh bien ! la France a le droit de savoir, et de le savoir immédiatement (Violents applaudissements) ce que notre attitude sera...

J'ai fait la déclaration suivante à l'ambassadeur de France :

« Je suis autorisé à donner l'assurance que si une flotte allemande pénétre dans la Manche ou traverse la mer du Nord pour entreprendre une attaque hostile contre les côtes ou le commerce maritime français, la flotte anglaise lui donnera toute la protection (full protection) dont elle dispose. (Violents applaudissements.)

Cette assurance est, bien entendu, sujette à l'approbation du Parlement et elle ne doit pas être envisagée comme obligeant le gouvernement à entrer en action jusqu'à ce que l'occasion se produise.

Aussi mes paroles ne constituent point une déclaration de guerre de notre part et n'impliquent pas une action offensive de notre part, mais elles doivent être envisagées comme nous liant à prévenir l'offensive si les circonstances l'exigent.

Je crois savoir que le gouvernement allemand serait disposé, si nous voulions nous engager à observer la neutralité, à consentir à ce que sa flotte ne s'attaque pas la côte nord de la France. Je n'ai appris cela que quelques instants avant la séance de la Chambre, mais cela constitue un engagement trop étroit et exigeant un sérieux examen.

Au surplus, des considérations plus graves d'heure en heure retiennent notre attention.

La neutralité de la Belgique

Je veux parler de la question de la neutralité de la Belgique. (Applaudissements.) Quelle est notre situation en ce qui concerne la Belgique ? Le facteur principal est le traité de 1839.

Sir Edward Grey expose ensuite que cette question de la neutralité de la Belgique a préoccupé le gouvernement au cours de la semaine passée.

Je savais, dit-il, que cette question doit constituer le facteur dominant de notre politique. (Applaudissements.) Je télégraphiai en même temps en termes identiques, à Paris et à Berlin, déclarant qu'il était essentiel pour nous de savoir si les gouvernements français et allemand étaient respectivement prêts à prendre l'engagement de respecter la neutralité belge. (Applaudissements.)

Voici la réponse du gouvernement français : « Le gouvernement français est résolu à respecter la neutralité de la Belgique, et ce ne serait qu'en cas où quelque autre puissance violerait la neutralité que la France pourrait se trouver elle-même dans la nécessité d'agir autrement. »

Voici la réponse du gouvernement allemand : un chancelier.

« Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est dans l'impossibilité de donner une réponse avant d'avoir consulté l'empereur et le chancelier. »

Sir Edward Goschen déclara qu'il espérait que la réponse ne tarderait pas.

Le ministre allemand des affaires étrangères donna alors à entendre à sir Edward Goschen qu'il doutait de pouvoir répondre, car toute réponse de sa part ne manquerait pas, dans le cas de guerre, d'avoir l'effet regrettable de divulguer une partie du plan de campagne allemand. (Rires.)

Je télégraphiai en même temps à Bruxelles et au gouvernement belge et reçus la réponse suivante de notre ambassadeur : « Le ministre des affaires étrangères m'a remercié de ma communication et a répondu que la Belgique ferait tout en son pouvoir pour maintenir sa neutralité. Il m'a prié d'ajouter que le gouvernement belge estimait être en mesure de défendre la neutralité du pays en cas d'attaque. » (Applaudissements.)

L'ultimatum à la Belgique

Le ministre en arrive à l'envoi de l'ultimatum allemand à la Belgique. Il ajoute :

Peu de temps avant mon arrivée à la Chambre, j'ai été informé que le télégramme suivant a été envoyé par le roi des Belges au roi George :

« Me souvenant des nombreuses preuves d'amitié de Votre Majesté et de votre prédécesseur, et de l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870, ainsi que du nouveau gage d'amitié qu'elle vient de me donner, j'adresse un suprême appel à l'interven-

La lecture de ce télégramme est accueillie par de nombreux applaudissements.)

Mais l'intervention diplomatique, ajoute sir Edward Grey, a eu lieu la semaine dernière. Que peut faire maintenant cette intervention? Nous avons un intérêt vital à l'indépendance de la Belgique. Si l'indépendance de la Belgique disparaissait, l'indépendance des Pays-Bas disparaîtrait également. La Chambre doit considérer quels intérêts britanniques seraient en jeu si, dans une crise pareille, nous nous dérobbions. (Applaudissements.)

Vous ne vous imaginez pas que si une grande puissance restait à l'écart pendant une guerre comme celle-ci, elle serait à même de faire valoir ses intérêts après la guerre.

Si les informations reçues par le gouvernement au sujet de la Belgique se confirmaient, le gouvernement anglais serait dans l'obligation de faire tous ses efforts pour empêcher les conséquences qui résulteraient des faits annoncés.

Si nous sommes engagés dans une guerre, nous ne souffrirons pas beaucoup plus que si nous nous tenons à l'écart. Que nous participions ou non à la guerre, le commerce étranger va être interrompu... Si nous nous tenons à l'écart, je ne crois pas un instant que nous serons en mesure de faire usage de notre force matérielle pour éviter ou pour défaire tout ce qui se sera produit durant la guerre, pour empêcher la totalité de l'Europe occidentale de tomber sous la domination d'une seule puissance et je suis, par contre, persuadé que notre situation morale serait pire.

Je crois devoir déclarer à la Chambre que nous n'avons encore pris aucun engagement en ce qui concerne l'envoi d'un corps expéditionnaire. La mobilisation de la flotte est terminée. La mobilisation de l'armée se poursuit. (Applaudissements prolongés de l'opposition.)

En dehors de cela nous n'avons pris aucun engagement parce que nous reconnaissons que nous avons d'énormes responsabilités dans l'Inde et dans d'autres parties de l'empire. Il faut que nous sachions où nous allons.

Maintenant j'ai fait connaître à la Chambre jusqu'où nous sommes allés. Il nous reste un moyen de rester en dehors du conflit. Il nous est loisible de proclamer notre neutralité intégrale. Cela nous le voulons pas. (Applaudissements frénétiques.)

Si nous n'adoptons pas la ligne de conduite que je viens d'indiquer — et nous avons à envisager les droits de traité de la Belgique, la situation possible dans la Méditerranée, et les conséquences qu'aurait pour nous-mêmes et pour la France notre inaction — si nous déclarons que ces considérations importent peu, j'estime que nous sacrifierons notre respect, notre nom et notre réputation, et que nous n'échapperons pas aux plus sérieuses conséquences économiques.

J'en ai peut-être dit assez pour montrer que nous devons être prêts... (Applaudissements prolongés.) Nous sommes prêts... (Nouveaux applaudissements qui se prolongent pendant une minute.) Nous sommes prêts à toutes les conséquences qui peuvent résulter de l'attitude que nous avons adoptée. Nous sommes prêts à remplir notre rôle.

La fin du discours de sir Edward Grey est accueillie par de vifs applaudissements.

M. Bonar Law tient à donner au gouvernement un chaleureux appui, au milieu des applaudissements; il fait allusion aux promesses de concours envoyées par les colonies autonomes.

M. Redmond déclare que la démocratie irlandaise sympathise avec le peuple de toute l'Angleterre en cette heure d'épreuve, et il assure que le gouvernement britannique peut retirer immédiatement les troupes de l'Irlande, car les orangistes de l'Ulster et les nationalistes irlandais tiendront le même langage.

M. Mac Donald, parlant au nom du groupe travailliste, ne considère pas comme certain que l'Angleterre ni son honneur aient couru un danger. Nous aurions dû, dit-il, rester neutres.

La séance a été suspendue à 7 heures. A la reprise, sir Edward Grey a fait les nouvelles déclarations suivantes :

J'ai reçu des renseignements qui n'étaient pas légitimes ma possession lorsque j'ai fait ma déclaration hier soir. J'ai reçu ces renseignements de la légation belge à Londres depuis l'ajournement de la Chambre.

Hier soir, à sept heures, l'Allemagne a présenté une note proposant à la Belgique la neutralité belge sur le territoire belge, promettant le maintien de l'indépendance du pays à la conclusion de la paix et menaçant, en cas de refus, de traiter la Belgique comme un ennemi. (Cris de « Oh ! oh ! ») Un délai de douze heures était fixé pour la réponse.

La Belgique a répondu que l'atteinte portée à sa neutralité serait une violation flagrante des droits des nations. Accepter la proposition de l'Allemagne serait sacrifier l'honneur de la nation. (Applaudissements.) La Belgique est fermement résolue à repousser l'agression par tous les moyens possibles. (Applaudissements.)

Je ne puis qu'ajouter que le gouvernement de

sa Majesté a pris en très grave considération l'information qui vient d'être reçue. Je n'en veux pas dire davantage pour le moment.

La presse anglaise est unanime à applaudir sir Edward Grey.

LONDRES, 4 août. — La presse anglaise est unanime à approuver l'attitude qu'a prise hier sir Edward Grey à la Chambre des Communes et envisage la participation immédiate de l'Angleterre dans le conflit européen comme inévitable.

Le Times écrit :

Le discours de sir Edward Grey restera dans l'histoire du monde. L'Angleterre et l'empire savent que leur honneur et leurs plus chers intérêts sont bien placés dans les mains de sir Edward Grey qui repoussa avec le mépris qui convenait l'offre de l'Allemagne de ne pas employer sa flotte contre la France pourvu que la Grande-Bretagne restât neutre.

Le discours de M. Redmond proclamant brièvement que le royaume irlandais assistera l'Angleterre dans le conflit européen est également important.

Du Standard :

Le discours de sir Edward Grey laisse l'impression générale que la Grande-Bretagne participera à la guerre inévitable si l'Allemagne viole la neutralité belge. Tous les partis reconnaissent la nécessité de cette action.

Du Daily Chronicle :

Sir Edward Grey a déclaré que la neutralité était impossible, à moins que l'Angleterre fût disposée à forfaire au respect de soi-même et à la confiance du monde dans sa réputation.

Du Daily News :

Le discours, d'une considérable importance, prononcé par le ministre des Affaires étrangères à la Chambre des communes, a enlevé une écrasante majorité parlementaire.

Du Morning Post :

Les déclarations de sir Edward Grey signifient que la Grande-Bretagne sera forcée de prendre les armes pour défendre la neutralité belge. Cette juste cause sera défendue par la nation unie.

Du Daily Telegraph :

La guerre, pour l'Angleterre, est immédiatement, inévitablement en vue, car l'Allemagne cherchait à obtenir carte blanche pour écraser la France.

Lettre des princes de Bourbon à M. Messimy, ministre de la Guerre

Le baron de Grandcourt nous communique la lettre suivante :

Monsieur le ministre de la Guerre,

Les signatures, au bas du présent message, de deux arrière-petits-fils de Louis XVI par Louis XVII justifieront à vos yeux notre qualité de Français. A la faveur de l'impartialité du gouvernement de la République au regard de nos revendications d'ordre purement civil, nous sommes définitivement établis en France depuis plus de 35 ans...

Notre belle France, odieusement envahie, contre le droit des nations civilisées, a vu s'opérer la magique union des partis en vue de la défense nationale. Nous venons aujourd'hui, monsieur le ministre, malgré la loi de 1886 contre les familles dynastiques, vous offrir l'union des Bourbons avec toute la France pour défendre la patrie, et voulons, lorsque dans quelques semaines éclateront les chants de victoire, avoir le droit d'y mêler notre voix.

Nous connaissons trop le caractère généreux qui anime le détenteur du pouvoir militaire dans le plus beau des pays en cette heure, grande entre toutes pour la patrie, pour craindre que ce droit nous soit refusé.

Nous sommes à la disposition de la France, Monsieur le Ministre, prêts à faire courageusement notre devoir, et vous prions d'agréer l'assurance de notre haute considération.

PRINCE CHARLES DE BOURBON,

né le 4 mars 1875.

PRINCE LOUIS DE BOURBON,

né le 28 août 1878.

Ancien sergent au 2^e étranger, titulaire des médailles de Chine et du Maroc.

Le prince Bonaparte à l'Elysée

Le prince Roland Bonaparte a été reçu par le président de la République.

M. Raymond Poincaré tout d'abord a vivement remercié le prince de son offre de mettre à la disposition du gouvernement français tous les locaux dont il peut disposer dans son hôtel pour y installer une ambulance. Il a ajouté qu'on se souviendrait à l'occasion de ce généreux projet, dont la réalisation n'est pas immédiatement nécessaire,

et qu'alors l'installation de l'ambulance serait confiée à la Croix-Rouge.

Répondant ensuite à la proposition du prince qui mettait à la disposition de la France « toute son énergie intellectuelle et tout ce que ses cinquante-six ans lui laissent de forces physiques », le président de la République a dit au prince Bonaparte que le Conseil des ministres, saisi de cette proposition, s'était trouvé en face d'une loi — la loi interdisant aux princes des familles ayant régné sur la France de faire partie des armées de terre et de mer — qu'il n'est pas possible de réviser en ce moment.

Au nom du gouvernement et en son nom personnel, le président de la République a remercié le prince de ses propositions si patriotiques.

Pour servir la France

L'Académie des Sciences se met à la disposition du gouvernement

Le professeur Paul Appell présidait la dernière séance, entouré de M. Lacroix, secrétaire perpétuel, et de M. Edmond Perrier, directeur du Muséum d'histoire naturelle, vice-président de la savante Compagnie.

En ouvrant la séance, le président de l'Académie, M. Paul Appell, qui est, on le sait, d'origine alsacienne, a prononcé l'allocution suivante :

Mes chers collègues,

Dans la situation grave où se trouve la patrie, je suis convaincu d'être l'interprète de tous les membres de l'Académie, non appelés à un service public, en déclarant en leur nom qu'ils se tiennent à la disposition du gouvernement pour aider à la défense nationale, chacun selon sa spécialité.

Ces paroles rencontrèrent l'approbation unanime des membres de l'Académie.

Deux communications furent ensuite faites, l'une par le professeur Laveran au nom de M. Picard, sur l'anthropologie des Bulgares, l'autre du docteur Roux, directeur de l'Institut Pasteur, au nom de M. Gabriel Bertrand, sur les diastases.

L'Académie des Sciences s'est réunie ensuite en comité secret pour examiner la constitution de plusieurs comités techniques.

Il n'a pas été jusqu'à présent question de suspendre les séances hebdomadaires de l'Académie des Sciences. Elles continueront comme par le passé tous les lundis. C'est d'ailleurs une tradition. L'Académie s'est réunie en effet régulièrement toutes les semaines pendant la guerre de 1870.

Parmi les membres de l'Institut qui sont partis appelés par la mobilisation ou comme engagés volontaires, on cite, à l'heure actuelle : MM. Maurice Barrès, Edmond Rostand, Pierre Loti, Lamy, membres de l'Académie française, et M. Chavanne, vice-président de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

A LA MAISON DES SYNDICATS

M. J. Bled, administrateur délégué de la Maison des Syndicats, a adressé au directeur du service de santé de la Ville de Paris la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

Puisque maintenant l'irréparable est accompli, puisque tous les efforts pour assurer la paix ont été vains, nous considérons comme un devoir d'aider les services compétents à secourir, dans la mesure où nous le pourrons, les victimes de la guerre prochaine.

A cet effet, nous venons mettre à votre disposition, et pour tel usage qu'il vous plaira de fixer :

1° Les locaux et les instruments du service médico-chirurgical de la Maison des syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, Paris ;

2° L'immeuble — en construction sur la même propriété — qui comprend, notamment, une grande salle destinée aux réunions syndicales et qui peut, présentement, être utilisée comme hôpital. Cette salle, entièrement couverte, vitrée sur plus de la moitié de sa surface, est d'une superficie d'environ 600 mètres carrés. Tenant compte de l'état des travaux, il nous apparaît que l'aménagement ne serait ni long ni coûteux ;

3° Le matériel de cuisine nécessaire pour l'alimentation de ceux qui pourraient être hospitalisés dans nos locaux.

Nous espérons, monsieur le directeur, que vous voudrez bien prendre notre offre en considération, et dans cet espoir, nous vous prions d'agréer l'assurance de nos sentiments profondément humanitaires.

A LA BOURSE LIBRE DU TRAVAIL

La commission administrative de la Bourse libre du travail, rue Cochin, 5, a mis à la disposition du ministre de la Guerre tous les locaux de son siège social, comprenant notamment une grande salle dans laquelle pourra s'établir une ambulance ou tous autres services pour les besoins de la guerre.

EN MARGE

Place des Pyramides, sur le socle de la statue de Frémiet, dont l'étendard a été recouvert par un drapeau tricolore qui claque au vent, un petit bouquet est accroché, au bout duquel se balance un papier sur lequel on lit :

*O Français, voici la guerre,
Suivons à la trace nos aînés.
En avant ! nation altière !
Pour le bonheur de nos aimés.
O Jeanne d'Arc, fière Lorraine,
Guide invisible de nos armées,
Montre à notre armée française
La route glorieuse de ses aînés.*

Et l'auteur du placet a entrelacé son bouquet avec deux petits drapeaux, l'un français et l'autre... anglais.

Cette année, pour une peccadille, nos saint-cyriens avaient été privés de leur classique triomphe, qui précisément devait être celui de la promotion de Montmirail.

Ils étaient donc partis en vacances lorsque leurs feuilles de mobilisation leur apportant à tous leur nomination au grade de sous-lieutenant les a rappelés à Paris. Quelle joie pour ces braves cœurs, et quelle revanche pour le Père Système !

Il en a été de même pour les polytechniciens, et dès hier matin on pouvait voir les nouveaux promus commander dans Paris des postes de garde ou prendre dans les quartiers contact avec les batteries qu'ils vont accompagner.

Seuls les pauvres adjudants de Pipo et de Saint-Cyr se morfondent. On n'a pas voulu les envoyer à la frontière. On leur a dévolu le soin d'équiper les recrues, de les diriger vers leurs destinations et de former les convois de ravitaillement.

Ces braves gens ont la rage au cœur qu'on leur ait préféré des territoriaux; ils se croient déshonorés alors qu'ils assument une mission dont dépend le succès de nos armes.

Aux Champs-Élysées. Un cycliste aperçoit un fantassin qui se hâte, qui se hâte...

— Tu vas manquer le train, mon vieux !

Mimique éperdue du fantassin.

Le cycliste saute à bas de sa machine :

— Tiens ! prends la bécane.

— Mais à qui veux-tu que je la confie ?

— Tu la laisseras dans la cour de la gare... Je la retrouverai... File vite !

Et le fantassin détalé, tandis que l'autre suit... de loin.

Le patron d'une boulangerie de Neuilly a rejoint.

— Qui fait le pain ?

— C'est le garçon coiffeur !

M. Johnson, champion de France de tir au Lebel, a regagné son régiment. Il a emporté le fusil dont il avait accoutumé de se servir et réclamé l'honneur d'être placé sur la première ligne de feu.

— Je suis sûr, a-t-il déclaré en parlant, de ne pas avoir beaucoup de balles perdues !

Un joli geste du *Daily Mail* :

Les collaborateurs de notre grand confrère anglais *Daily Mail* ont eu hier un geste qui ira au cœur de tous les Français.

Hier, dans la matinée, avant la séance de la Chambre des Communes, au cours de laquelle sir Edward Grey devait nous donner un si beau gage de l'amitié anglaise, les collaborateurs du *Daily Mail* envoyèrent, au nom de tous les Français de Paris, un télégramme à M. Asquith, le suppliant de se ranger aux côtés de la France.

Leur appel fut entendu.

Hier, à la mairie du neuvième arrondissement, le curé de Notre-Dame-de-Lorette est venu lui-même informer la municipalité, avec laquelle il avait eu quelques difficultés antérieures, qu'il mettait ses écoles et locaux à la disposition de l'arrondissement pour les transformer en hôpitaux, le cas échéant.

Le propriétaire d'une grande fruiterie, M. Landresy-Chailaux, a eu, avant-hier, une bien jolie pensée : il a fait lui-même de petits paquets de fruits, et les a donnés gracieusement à tous les soldats qui partaient, avec un mot cordial. Un des soldats lui répondit spirituellement : « Je vous remercie bien, monsieur, et soyez persuadé que j'enverrai d'autres pruneaux que ceux-là aux Allemands. »

Un Parisien très connu va proposer au ministre des Finances de lever en faveur des banques le

moratorium, mais dans les conditions suivantes : seules les personnes qui retireraient leur argent pour le mettre à la disposition du gouvernement pourraient être remboursées intégralement de leur dépôt, mais à la condition que le chèque soit fait au nom du gouvernement.

Les moyens de locomotion étant raréfiés, les initiatives privées commencent à se faire jour : c'est ainsi que les tapissières des courses font des services réguliers entre chaque gare.

Nous avons rencontré Santos-Dumont qui allait, de ce pas, se mettre à la disposition du ministère de la Guerre. Un geste semblable du premier en



SANTOS-DUMONT

date des aviateurs ne nous a pas étonné. Il y a longtemps que nous connaissons ses efforts pour notre pays.

Les propriétaires d'automobiles de luxe qui rencontrent des soldats s'arrêtent presque toujours pour leur demander s'ils ne peuvent pas les conduire plus rapidement. Voilà de beaux gestes !

La bicyclette est la reine du jour, ces instruments de locomotion étant les plus pratiques et les moins coûteux; aussi voit-on les gens les plus graves arborer des culottes de cycliste, et même certaines Parisiennes connues comme Mlles Piérat et Génial vont se mettre à circuler de cette façon.

A plusieurs coins de rues, des photographes ambulants se sont installés, et, devant une toile de fond improvisée, rien n'est plus touchant que de voir les femmes insister pour que leur mari s'offre la pose devant l'objectif, afin de conserver un souvenir à celui qui va combattre pour la patrie.

Au moment où un train partait rempli de soldats, alors que bien des cœurs étaient étreints, un immense éclat de rire remplit tout à coup la gare de l'Est. Deux soldats venaient d'apposer sur un wagon un immense carton sur lequel ils avaient simplement écrit ces mots :

TRAIN DE PLAISIR
POUR BERLIN

Nous est-il permis de faire remarquer à quelques dames un peu trop empanachées que nous avons rencontrées hier, qu'une tenue appropriée aux circonstances serait peut-être plus de mise ? Il y a quelque chose d'un peu choquant, alors que tous les cœurs sont pleins de tristesse et d'angoisse, à voir des femmes en toilettes trop « modern style » ou trop excentriques avec des corsages trop fleuris.

Un ancien sénateur, absolument obligé d'aller à Caen pour affaires urgentes avec sa famille, a dû payer mille francs à un chauffeur pour être transporté dans cette ville. A la place du sénateur, nous aurions accepté le prix de mille francs, mais nous l'aurions certainement discuté à l'arrivée dans le chef-lieu du Calvados.

La galanterie française ne doit jamais perdre ses droits. C'est ainsi qu'un clubman très en vue, ayant à souhaiter hier un anniversaire, se présenta chez une très charmante femme qui l'honorait de son amitié, et lui remit, avec les mêmes

hier de perles, un paquet de... s'était agi d'un co

La femme, confuse, ouvrit le paquet en protestant déjà contre « une telle folie ».

Le sac contenait quelques pommes de terre d'excuseusement enrubannées.

Lu, à la devanture d'une pâtisserie, ce simple avis :

Chères clientes, j'ai dû fermer mes portes faute de personnel. Mais à très bientôt, n'est-ce pas ?

Un Espagnol très répandu dans la société parisienne avait invité depuis plusieurs semaines déjà quelques personnes à déjeuner. Son habituel était de toujours traiter royalement ses convives. Hier, le grand déjeuner en question eut lieu, douze convives y furent présents.

Quand on porta la note à l'amphitryon, il remarqua à ses convives qu'ils n'avaient pas lui en avoir une grande reconnaissance, la note se montant en tout et pour tout à vingt francs.

Le grand déjeuner avait lieu au Bouillon Duval...

UNE GARDE CIVILE

Le préfet de police a reçu de nombreuses offres de concours pour constituer une sorte de garde civile à Paris et dans la banlieue. Des dispositions ont déjà été prises, d'accord avec les municipalités, en ce qui concerne la banlieue; d'autres seront incessamment arrêtées en ce qui concerne Paris.

On arrête les pillards

On a arrêté hier matin 150 individus pris en flagrant délit de pillage. Ils étaient porteurs d'armes prohibées, de revolvers, de couteaux, etc. La plupart seront déférés en conseil de guerre.

L'élection sénatoriale du 2 août 1914

Par suite de l'interruption du service télégraphique on a reçu hier seulement par correspondance le résultat de l'élection sénatoriale qui a eu lieu dimanche dans le Nord.

NORD

Inscrits : 2.519. — Votants : 1.916

MM. Dehove, ancien député, rép.....	1.047
Delory, député, soc. unifié.....	359
Defontaine, député, rad. soc.....	247
Dumont, libéral.....	129
Malaquin, indépendant.....	82

Il s'agissait de remplacer M. Maxime Lecomte, sénateur radical, décédé.

M. Maxime Lecomte, sénateur depuis le 4 janvier 1891, avait été réélu aux renouvellements partiels de 1897 et de 1906. A cette dernière date, M. Maxime Lecomte avait été nommé, au second tour, le cinquième sur huit de la liste radicale, par 1.266 voix sur 2.4 votants. Le candidat le plus favorisé de la liste libérale avait obtenu 1.141 voix.

Depuis, une élection partielle a eu lieu, cette année le 21 juin dernier. A cette date, M. Dron, ancien député radical, fut élu au premier tour par 1.258 voix contre 651 à M. Mercier, 472 à M. Delory et 100 à M. Malaquin.

On remarquera qu'il y a eu 603 abstentions qui se traduisent par la conséquence de la mobilisation qui, durant le jour même de l'élection, s'est appliquée à un certain nombre d'électeurs sénatoriaux.

NECROLOGIE

Les obsèques du prince de La Tour d'Auvergne-Lantès, maire de Villiers-Charlemaigne, ont été célébrées avant-hier matin, à onze heures, en l'église Saint-Pierre-Gros-Cailhoun, au milieu d'une assistance profondément émue. L'église avait reçu une décoration de draperies funèbres qui rehaussait l'écusson aux armes de la famille.

La levée du corps a été faite par le chanoine Richard, curé de la paroisse, et l'absoute donnée par l'abbé Allez, premier vicaire de Saint-Pierre de Chailhot.

Le deuil était conduit par le prince de Wagram et le prince Jacques de Broglie, beaux-frères du défunt, tous les deux en uniforme, portant le soir; le comte de Triquerville, son cousin. Le comte Gaston de Montesquiou a déjà rejoint son régiment. Le prince Charles de La Tour d'Auvergne, sérieusement blessé dans le dramatique accident d'automobile où son frère a trouvé la mort n'était pas encore assez remis pour assister aux obsèques.

En tête des dames de la famille : princesse de La Tour d'Auvergne, née Pleumartin, mère du défunt; comtesse Gaston de Montesquiou, sa sœur; la princesse Jacques de Broglie, belle-sœur; la comtesse de Pleumartin, sa tante; la comtesse de Triquerville, sa cousine germaine.

Après la cérémonie religieuse, le corps a été déposé dans les caveaux de l'église.

Nous apprenons la mort :

De M. Henri Plummer, membre du cercle de l'Union artistique, décédé 21, rue Matignon. Il était le père de la comtesse Gudrin.

De M. Considère, correspondant de l'Institut, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, décédé à Paris.

De M. Tribé, ancien rédacteur au *Temps*, ancien directeur de la maison de retraite Galignani. Ses obsèques auront lieu ce matin, à 11 heures, rue Chardon-Lagache.

De M. Georges Goret, rédacteur principal à la Préfecture de la Seine, décédé à l'âge de cinquante ans, à Saint-Amand (Loir-et-Cher).

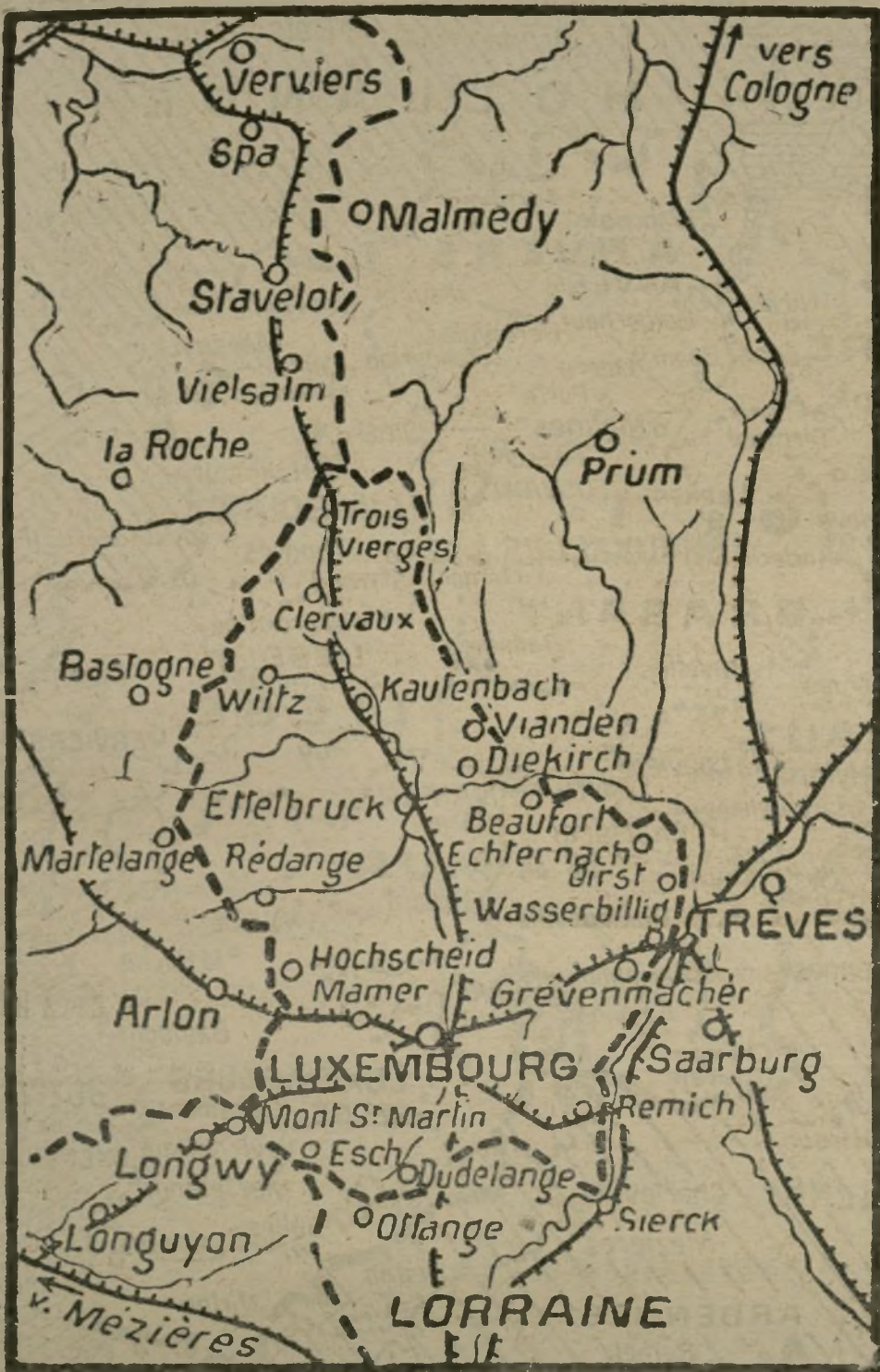
De M. Bonomelli, évêque de Crémone, décédé à l'âge de 78 ans.

Le so
semble
vif, déb
plus lo
grand, a
uns et
le sang
caractéri
mot : F
réputati
et dans
combatta
pour la
En ce
armées
très mé

Depuis
de 180.00
150.000
130.000
60.000
auxiliaire
l'armée,
et 1 divis
En out
les comm
places fo
civique n
constituée
la protec
tions.

En 187
lurent ré
et l'armée
Cetle der
ment d'ao
lage des

Carte de la frontière franco-luxembourgeoise



L'Armée belge

Le soldat wallon possède à peu près dans son ensemble les qualités de notre troupier. Petit de taille, vif, débrouillard, il est bon marcheur. Le Flamand, plus lourd d'apparence, généralement blond et très grand, a les qualités et les défauts de l'Allemand. Les uns et les autres ont un instinct batailleur commun, le sang vif et qui ne fait qu'un tour. César avait déjà caractérisé les qualités militaires de ce peuple d'un mot : *Fortissimi virorum Belgæ*. On connaît la grande réputation de l'infanterie wallonne sous Wallenstein et dans toutes les guerres où le soldat des Pays-Bas combattait alors pour l'Autriche. Demain, il combattra pour la défense de son sol et de son indépendance.

En ce qui concerne les officiers, dans l'ensemble des armées européennes, ils jouissent d'une réputation très méritée.

Les effectifs

Depuis 1913, l'effectif de l'armée belge a été porté de 180.000 à 340.000 hommes :
150.000 pour l'armée de campagne ;
130.000 pour l'armée de forteresse ;
60.000 pour les réserves de remplacement et les auxiliaires.

L'armée de campagne comprend 6 divisions d'armée et 1 division de cavalerie.

En outre, la garde civique active constituée dans les communes de plus de 10.000 habitants et dans les places fortes comprend 50.000 hommes, et la garde civique non active 100.000 hommes. La première est constituée pour la défense des places fortes et pour la protection de la mobilisation et des communications.

LA MOBILISATION BELGE EN 1870

En 1870, l'armée belge fut mobilisée. Ses forces furent réparties en deux armées : l'armée d'Anvers et l'armée d'observation (deux corps, 60.000 hommes). Cette dernière prit d'abord position, au commencement d'août, sur le plateau formant la ligne de partage des eaux de l'Escaut et de la Meuse, prête à se

porter à l'Est ou au Sud, suivant que l'une ou l'autre frontière serait menacée. Vers le 22 août, elle se porta en avant et prit position à cheval sur la Meuse, le premier corps le long de la Semois, le second en face de la trouée de Chinay. La réserve d'artillerie et de cavalerie se maintint en arrière du centre, vers Dinant.

Une vieille prédiction

Aux pages 521 et 522 de l'*Echo du Meurveillex* de 1911, on peut lire l'horoscope de Guillaume II examiné par M. R. Larmier. En voici les passages principaux :

Guillaume II, né à Berlin le jeudi 27 janvier 1859. La conjonction de Saturne, de Mars et du Taureau présage : perte des biens, c'est-à-dire pour le cas qui nous occupe : chute de la maison de Hohenzollern et de l'empire d'Allemagne en 1913 et 1914.

Jupiter présage que Guillaume II est le dernier empereur d'Allemagne de la maison des Hohenzollern.

Le Bélier : coup de tête, violence.
Enfin, s'il y a la guerre en 1914 entre la France et l'Allemagne, la France sera victorieuse.

Répetons-le : les lignes ci-dessus datent d'il y a trois ans, c'est-à-dire d'une époque où l'on ne pouvait penser qu'août 1914 verrait éclater la guerre franco-allemande.

Une messe à Notre-Dame des Victoires

La Ligue Jeanne d'Arc et la Ligue Française Antimaçonnique feront célébrer demain jeudi, à 10 h. 30 du matin, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, une messe solennelle pour nos soldats sous les drapeaux et pour le triomphe des armes françaises.

Les mères, les femmes et les sœurs de ceux qui vont combattre sont spécialement priées d'y assister.

Les bureaux des deux Ligues, 5, rue de l'Odéon, Paris (VI), se chargent de transmettre aux services compétents les dons en nature (lits, couvertures, etc.) de leurs adhérents et du public.

De Vienne à Paris

Notre correspondant à Vienne est rentré hier matin à Paris, après avoir traversé trois pays en pleine mobilisation. Il nous communique ci-dessous une courte relation de son voyage :

A partir du 25 juillet, date de la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie, la tâche de correspondant d'un journal français à Vienne devint de plus en plus difficile à remplir. Il fallut bientôt y renoncer. Nous décidâmes, mes collègues MM. Bresse, de l'*Echo de Paris*; Dunan, du *Temps*, et Ray, du *Figaro*, et moi, de rentrer en France ensemble. Nous avions bien compris que la situation était désespérée et que toutes les négociations et tentatives de localisation échoueraient devant la volonté bien arrêtée de l'Allemagne de faire la guerre. Mais nous avons voulu attendre jusqu'au dernier instant. Depuis cinq jours, on procédait à la mobilisation de huit corps d'armée et du landsturm, mesure exceptionnelle qui ne fut même pas prise entièrement en 1866. Le 31 juillet, à 1 heure de l'après-midi, une compagnie d'infanterie vint prendre possession du télégraphe central. La colonie française était partie depuis plusieurs jours, dès la proclamation de l'état de siège. Nos confrères russes nous avaient précédés, se dirigeant vers Bucarest. Le gouvernement autrichien, à l'encontre de ce qui se passe loyalement ici, ne publiait aucune indication pour les étrangers. Nous jugeâmes donc inutile d'attendre. Et comme aucun de nous ne se sentait la vocation d'aller, nouveau Silvio Pellico, apprivoiser les araignées dans quelque Spielberg autrichien, et que nous avions tous notre devoir militaire à remplir, nous quittâmes Vienne vendredi soir, à 7 h. 50.

Il était prudent d'éviter l'Allemagne. Nous prîmes donc la route de Suisse par le Tyrol. Mais où était donc l'enthousiasme dont avait retenti le Ring de Vienne à l'annonce de la guerre contre la Serbie? Nous n'en trouvions plus trace dans les gares pleines de femmes en pleurs. Pour les montagnards du Tyrol, la guerre contre les Russes est une entreprise lointaine et peu concrète. Cela ne parle évidemment ni à leurs yeux ni à leur cœur. Le lendemain, vers 10 heures du matin, à Feldkirch, à 40 kilomètres de la frontière austro-suisse, on nous annonça que le train n'allait pas plus loin et qu'il fallait évacuer immédiatement les wagons.

Alors commença une minutieuse révision des passeports; tant d'Autrichiens songent-ils à se soustraire à leurs devoirs? Enfin après deux heures d'attente, on nous avisa de l'arrivée d'un train de secours suisse. Nous étions avides de nouvelles. A Buchs, gare frontière, on nous dit que Jaurès et plusieurs députés socialistes avaient été fusillés et que la révolution était près d'éclater à Paris. Nous avons bien ri, car pas un moment l'idée ne nous vint d'ajouter foi à des bruits semblables. Zurich était notre but immédiat. Nous y parvînmes vers 5 heures, samedi soir.

Il ne fallait pas songer à passer par Bâle et Petit-Croix, puisque nous traversions ainsi l'ennemi allemand.

La route de Delle nous était interdite également, puisqu'elle conduit à Belfort, qui pouvait fort bien être, dans la nuit, l'objet d'une attaque allemande.

La gare de Zurich était positivement assiégée; c'était le premier jour de la mobilisation suisse. Dans toutes les directions on annonçait les derniers trains : les suivants seraient exclusivement réservés aux militaires.

Nous avions convenu de prendre la route de Genève. Un train nous y mène et part à minuit. Il est bondé de réservistes. Ceux-ci ne sont pas, comme les Tyroliens, appelés pour combattre un ennemi éloigné. Ce sont des citoyens de la libre Suisse, calmes, mais fermement résolus à faire respecter la neutralité de leur territoire. Partout nous recueillons le même bruit : la France s'apprête à violer la neutralité de la Suisse. On nous questionne anxieusement. « Ce serait pourtant ennuyeux de se battre contre les Français », dit-on. Il est facile de comprendre d'où proviennent ces insinuations, et, à l'heure qu'il est, l'exemple du Luxembourg et de la Belgique doit avoir prouvé à nos compagnons de voyage que nous avions raison en leur recommandant de se garder d'un tout autre côté.

Toutes les gares sont gardées par des miliciens, l'air débouffé, sous leurs shakos à deux visières.

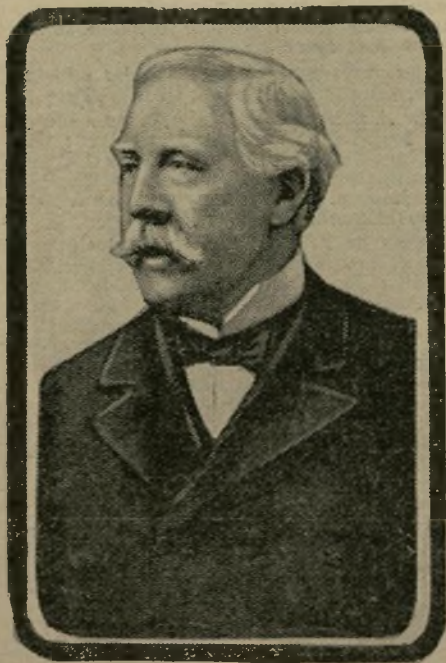
Dimanche, à 6 heures du matin, nous sommes à Genève. Nos bagages ne nous ont pas suivis ; mais nous apprenons que la mobilisation française est proclamée depuis minuit. Nous faisons, d'un cœur léger, le sacrifice de nos malles. A midi, nous arrivons à Bellegarde. Enfin ! nous sommes en France.

A 3 heures de l'après-midi part le train qui devait nous déposer à 6 heures du matin à la gare de Lyon. On nous dit qu'on a entendu, la nuit dernière, tonner le canon dans la direction de Belfort. Mais cela n'influe guère sur la gaieté de nos admirables réservistes. Naturellement, un « loustic » se trouve là pour décider jusqu'aux Américains moroses, qui ont dû quitter précipitamment les palaces suisses. Pas de bousculade, partout règne un ordre parfait. Ici, un général diète un ordre bref au chef de gare ; là, on procède à l'embarquement des chevaux. De tous côtés on entend des réflexions analogues : « C'est pas nous qui l'avons cherché. — Tant pis pour eux, ils l'auront voulu. — Cette fois, on en a assez ; c'est la bonne. »

A Dijon, rue générale au buffet. Plus un morceau de pain ; on fait contre mauvaise fortune bon cœur. Nous sommes quinze dans notre compartiment ; mais nous, les exilés, nous nous sentons à l'aise tout de même. « On se sent les coudes ! » remarque le « loustic ».

La voie est déjà gardée militairement par les territoriaux. Et cela quelques heures à peine après l'ordre de mobilisation. Des trains interminables nous croisent à toute vitesse. Il en sort de grands cris d'enthousiasme. La France entière se lève pour répondre à une inqualifiable agression.

L'ALLEMAGNE CONTRE LA BELGIQUE: LA FRONTIÈRE BELGE



SIR FRANCIS BERTIE
Ambassadeur d'Angleterre

La réouverture des Ecoles parisiennes

Le préfet de la Seine vient d'adresser la lettre suivante au personnel enseignant du département de la Seine :

L'autorité universitaire m'a signalé l'empressement avec lequel, devant les instructions de M. le ministre de l'Instruction publique, vous vous êtes mis à la disposition de vos chefs pour rendre tous les services que l'administration pourrait vous demander.

Je vous remercie au nom du gouvernement de la République.

Pendant que les pères défendent, à la frontière, l'indépendance nationale, l'école a des devoirs étroits à remplir à l'égard des enfants.

Ces devoirs seront particulièrement impérieux dans l'agglomération parisienne.

Je réponds aux nécessités de cette situation et à vos vœux ordonnant la réouverture des écoles primaires et maternelles du département.

Signé : DELANSEY.

Les étrangers au service de la France

De nombreuses marques de sympathie ont été données par les étrangers à la France.

Plusieurs préfets font connaître que des Suisses, des Russes et des Italiens demandent à constituer un corps franc et à se mettre à la disposition des autorités militaires.



M. SAMAIN
Ancien président du Souvenir Français de Metz, qui vient d'être fusillé par les Allemands

D'émouvantes obsèques ont été faites à M. Jaurès

Le fut la première manifestation de l'union
qui a rapproché tous les Français

L'élan d'union, de patriotisme et d'enthousiasme qui marquera dans l'histoire la journée d'hier fut donné le matin aux obsèques de M. Jaurès.

La, coude à coude, fraternisèrent d'abord tous les représentants de la nation dans une première trépidation de deuil : socialistes, nationalistes, républicains étaient mêlés.

La manifestation de douleur et de regret d'une inoubliable foule d'amis et d'admirateurs de l'orateur socialiste fut grandiose.

Un premier cortège s'est formé au domicile du défunt, rue de la Tour. M. Viviani, président du conseil, donnait le bras à Mme Jaurès et l'a soutenue derrière le corbillard jusqu'au pied de la tribune dressée au carrefour de l'avenue Henri-Martin et de la rue de la Pompe.

Autour de MM. Antonin Dubost, président du Sénat, et Paul Deschanel, président de la Chambre, s'étaient massés tous les sénateurs et tous les députés revêtus de leurs insignes.

La plupart des ministres, MM. Malvy, Thomson, René Renoult, Bienvenu-Martin, Couyba, Fernand Avid, Raynaud, A. Sarraut, étaient présents.

Au-dessus de la foule immense flottaient les drapeaux rouges des sections du parti socialiste.

Le cercueil est placé sur un catafalque et recouvert de fleurs. La foule pousse les cris de : « Vive Jaurès ! Vive la France ! »

DISCOURS DE M. VIVIANI

M. Viviani prend le premier la parole. A plusieurs reprises, les sanglots étouffent sa voix :
Messieurs,

En milieu des émotions publiques, qui, dans ces jours brûlants, sans les bouleverser, élèvent les âmes et les entraînent, une suprême tristesse nous était réservée. Le grand orateur socialiste dont la voix puissante a, tant de fois, retenti pour les plus nobles causes, Jean Jaurès, est lâchement assassiné. Un acte criminel a suffi pour éteindre cette haute intelligence, pour anéantir ce foyer d'idées et d'idées et tant d'images étaient en perpétuelle fusion. La tribune française prend le deuil. France perd un de ses glorieux enfants. Et, s'il est un de dire que son ardente parole avait soulevé autour de lui, et quelquefois contre lui, des colères, sa mort aggrave, qui réconcilie devant sa mémoire tous ses adversaires, leur a permis d'exprimer la publique affliction que leur cause cette irréparable perte.

Je l'avais reçu vendredi soir. Sa voix, éclatante dans ses discours, persuasive et douce, presque calme dans l'entretien, suppliait pour la paix, mais pour la paix avec la justice et dans l'honneur. Il m'avait félicité de l'attitude du gouvernement. Il m'avait assuré du concours de tous, et je n'oublierai pas l'affectueuse étreinte de ses mains tendues vers moi et maintenant inertes. Personnellement, je perds un ami. La vie, après nous voir rassemblés dans une intimité fraternelle, nous voit, ces dernières années, séparés. C'est l'honneur des hommes de pensée de répugner à la courtoisie républicaine qui échange des approbations sans sincérité et se divise devant les conceptions différentes de la vérité. Mais son cœur, son caractère, sa haute conscience, sa vie probe et simple, tout entière dévouée au devoir, cet apostolat incessant, ce parti-pris de défendre les opprimés emportaient notre estime et notre admiration. Pardonnez à mon émotion, au moment où, parmi ces fleurs périssables, je dépose sur cette tombe le bouquet d'où s'évapore à jamais le parfum de notre commune jeunesse.

L'histoire — et il est digne d'être retenu par elle — raconte qu'il fut. Au nom du gouvernement de la République, en ces heures rendues brèves par les événements, ces heures rapides, les seules que nous puissions consacrer à nos tristesses privées et publiques, je lui porte un sincère et public hommage. Et sur cette tombe, dans laquelle gît inanimé le plus passionné des hommes, devant ces traits apaisés, devant ces yeux clos, devant cette bouche close, j'appelle tous les Français à l'union, à l'apaisement national, à la concorde suprême. Le puissant tribun, s'il pouvait se lever frémissant, ne tiendrait pas un autre langage.

L'émotion est à son comble, on applaudit, on précipite vers le président du Conseil pour lui serrer les mains.

Le secrétaire général de la C. G. T. fait appel à l'union pour repousser l'agresseur.

Après M. Bracke, qui parla au nom de la rédaction de l'Humanité, et termina en disant à ceux qui vont à la frontière : « Vous êtes autour de la République, qu'elle ne périsse pas ! » ; après Ferdinand Buisson qui, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme et de l'Université, fit un émouvant éloge de Jaurès ; après M. d'Estournelles de Constant, M. Jouhaux, secrétaire général de la Fédération Générale du Travail, prit la parole. Son discours, prononcé d'une voix grave et émue, produisit une émotion extraordinaire.

Il dit combien et pourquoi le monde ouvrier avait aimé et admiré Jaurès, et il ajoute :

« C'est encore dans son souvenir que nous puiserons les

forces qui nous seront nécessaires pour faire notre devoir... »

A ce moment, M. Jouhaux élève un peu la voix :
Au nom des organisations syndicales, s'écrie-t-il, au nom de tous ces travailleurs qui ont déjà rejoint leur régiment et de ceux — dont je suis — qui partiront demain, je déclare que nous allons sur le champ de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur : c'est la haine de l'impérialisme qui nous entraîne.

A ces paroles, une émotion intense étreint les cœurs.

Tout le monde a les yeux pleins de larmes. La scène est poignante.

M. Jouhaux continue à peu près en ces termes :

Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté comme le nôtre ; pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente des nations... Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre.

Des applaudissements et des acclamations éclatent de toutes parts.

Les autres discours

M. Poisson prend ensuite la parole. Il rappelle le concours donné par Jean Jaurès au mouvement coopératif. M. Dubreuilh, parlant au nom de la commission permanente du parti, affirme que, de même qu'il a été le champion de la paix, Jaurès a été le « clairon de la bataille », à l'heure où il s'agit « de défendre la France contre la barbarie et la sauvagerie allemandes ».

M. Marcel Sembat parle au nom du groupe parlementaire.

Si la voix de Jaurès pouvait, dit-il, se faire entendre à l'heure présente, ce serait pour dire : « Servez la France et la République de votre mieux en souvenir de moi. »

M. Vaillant parle au nom du parti socialiste. Puis, dans un émouvant discours, M. Huysmans, député belge, affirme que la pensée de Jaurès dépassait son parti.

Sa parole dans nos congrès internationaux avait l'autorité de dix nations.

Il avait été le défenseur des petites nations, des faibles qu'on opprime, qu'on envahit... (Applaudissements.) Quoi qu'il arrive, sa pensée vivra, car elle est liée à la cause de l'indépendance humaine et de l'émancipation de la classe ouvrière.

LE CORTEGE

Puis le cortège se forme. Derrière le cercueil, d'innombrables délégations portent des couronnes et des drapeaux.

Par l'avenue Henri-Martin, la place et l'avenue du Trocadéro, le quai de la Conférence, le quai d'Orsay, le cortège arrive à la gare d'Orsay, où le corps a été placé dans un fourgon à destination du Tarn.

Sur tout le parcours, le cortège a rencontré des détachements de soldats qui ont salué le cercueil. Des cris de : « Vive la France ! Vive Jaurès ! Vive l'armée ! » étaient poussés par les assistants.

Communiqués

Pour les militaires et marins en campagne

Franchises postales. — Exemption du droit de commission pour l'envoi des mandats ne dépassant pas 50 francs.

Un décret, en date du 3 août 1914, vient d'accorder le bénéfice de la franchise postale aux lettres simples, c'est-à-dire ne pesant pas plus de 20 grammes, provenant ou à l'adresse de tous les militaires et marins des armées de terre et de mer mobilisés.

Lettres expédiées aux militaires. — La désignation sur l'adresse de la qualité du destinataire, de son grade et du corps auquel il appartient suffit pour assurer la franchise postale aux lettres adressées aux militaires ou marins en campagne et à ceux qui, blessés ou malades, demeurent dans les hôpitaux ou ambulances, même après la campagne.

Lettres expédiées par les militaires. — Pour les lettres expédiées par des militaires ou marins, la franchise s'opère soit au moyen du timbre à date du bureau militaire d'origine, soit par l'attestation manuscrite de leur provenance, portée sur l'enveloppe et signée des commandants des colonnes en marche ou des détachements.

En ce qui concerne les lettres provenant des militaires ou marins malades ou blessés, leur origine est constatée par les directeurs des hôpitaux et ambulances, au moyen de la mention suivante portée sur la suscription : *Hôpital ou ambulance de ... militaire ou marin blessé ou malade.*

Envoi de cartes postales. — Les cartes postales, illustrées ou non, sont admises en franchise dans les mêmes conditions que les lettres simples. Tous les autres objets, lettres pesant plus de 20 grammes, objets chargés ou recommandés, journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires, restent soumis à la taxe.

Envoi de mandats par les militaires et marins ou à leur destination. — Le même décret dispose que les mandats dont le montant ne dépasse pas 50 francs, adressés aux militaires et marins des armées de terre et de mer mobilisés, ou expédiés par eux sont exempts du droit de commission. Cependant, le même expéditeur ne peut pas se faire délivrer, sans droit de commission, plus d'un mandat par jour au profit du même destinataire.

Toutes ces dispositions sont, dès à présent, applicables.

Appel aux citoyens français commerçants non mobilisables.

Le Parlement commercial, président M. Bellan, ancien président du Conseil municipal, le Comité de défense de la propriété commerciale, président M. Delhay, ont l'honneur de demander l'adhésion de tous les citoyens français, commerçants non mobilisables, dans le

but d'offrir leurs services au gouvernement pour collaborer au maintien de l'ordre et au respect de la propriété dans la capitale.

Cet appel est fait en faveur des citoyens qui sont partis pour défendre la patrie.

LÉOPOLD BELLAN, E. DELHAY.

Pour s'inscrire, s'adresser, porteur d'une pièce d'identité, à la permanence, chez M. Ameilhand, 11, avenue de Wagram, de 9 heures à 6 heures.

Les magasins Dufayel transformés en ambulance.

Nous apprenons que M. Dufayel vient de mettre à la disposition du ministre de la Guerre une partie importante de ses magasins qu'il transforme en ambulance. Il met également son hôtel de l'avenue des Champs-Élysées à la disposition de la Croix-Rouge.

Les volontaires espagnols et argentins

Monsieur le directeur,

Un groupe d'Espagnols et d'Argentins des quartiers d'Auteuil et de Passy désirent s'engager pendant la guerre comme volontaires, mais préfèrent former une compagnie ou un bataillon commandé par des officiers français. Les adhésions se reçoivent, dès aujourd'hui, chez M. Juan Huertas Hervás, 133, rue Michel-Ange.

Les infirmières de la Croix-Rouge

L'Union des Femmes de France (Croix Rouge Française) a, dès le premier jour de la mobilisation, envoyé des équipes d'infirmières dans les hôpitaux de Saint-Dié, Grey-sur-Vézouze, Verdun, Vittel, Remiremont, Epinal, Sainte-Menhoult, Châteauroux, Toulon, Besançon et Angers.

Ses équipes volantes, composées de l'élite de ses infirmières qui, depuis six ans, ont fait au Maroc, dans les hôpitaux militaires de Casablanca, Rabat et Meknès, l'apprentissage de la guerre, sont prêtes à partir dans les postes que leur indiquera l'autorité militaire.

D'autre part, les comités des départements annoncent que tout est prêt dans les 175 hôpitaux auxiliaires organisés en temps de paix.

La fermeture des restaurants

Les établissements qui font uniquement le restaurant, à l'exclusion du café et de la limonade, sont autorisés à rester ouverts jusqu'à 9 h. 30 du soir.

Les anciens légionnaires

Tous les anciens légionnaires non mobilisés sont priés de se réunir aujourd'hui mercredi, à 4 heures de l'après-midi, au siège social, 28, boulevard de Strasbourg, à l'effet de recevoir communication du ministère de la Guerre au sujet de l'offre qui lui a été faite par le président de collaborer à la constitution de la garde civique de Paris. — Le président : MAUREL.

A la population

Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris

En raison des circonstances, la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris se trouve dans l'impossibilité de donner suite à toute demande de remboursement par correspondance.

Les déposants peuvent se présenter, munis de leurs livrets, en semaine de 9 heures à 4 heures, ou le dimanche de 9 heures à 1 heure, à la caisse centrale, rue Coq-Héron, 9, où les remboursements sont effectués à raison de 50 francs par quinzaine (décret du 31 juillet 1914).

L'ambulance de Mme Messimy

La première ambulance organisée par Mme Messimy s'installe au lycée Henri-IV, 23, rue Clovis (Panthéon).

Prière de s'y adresser pour toute offre et toute demande de renseignements. Les dons de toute nature y seront également reçus.

La circulation des automobiles

Désormais, les portes de Paris seront ouvertes à 6 heures du matin et fermées à 6 heures du soir, en ce qui concerne la circulation des voitures automobiles. Pour les franchir en automobile, il faudra être muni d'un laissez-passer délivré par le commissaire de police du quartier du domicile du demandeur.

Les commissaires délivreront ces laissez-passer aux personnes présentant toutes garanties, d'une identité connue ou attestée par deux témoins connus ne présentant pas le caractère de témoins de complaisance.

En ce qui concerne la sortie en automobile hors du département de la Seine, des sauf-conduits spéciaux et exceptionnels seront exclusivement délivrés au cabinet du préfet de police.

Pour tous autres moyens de locomotion (piétons, bicyclettes, voitures hippomobiles, etc.), l'entrée et la sortie de Paris restent constamment libres et aucun sauf-conduit n'est exigé.

A la Bourse de Paris

A titre documentaire, nous publions ci-dessous les quelques cours pratiqués aujourd'hui sur le marché :

Il est à remarquer que nos Rentes ont pu hier être traitées à terme, le 3 0/0 perpétuel s'inscrivant à 74,50; le 3 1/2 amortissable à 83. Au comptant, d'autre part, le 3 0/0 fait 75; le 3 1/2, 83; l'Obligation Etat 4 0/0, 466. On a enregistré aussi certaines transactions sur les titres de chemins de fer : l'Est action à 800; l'Etat obligation 3 0/0 à 385; 2 1/2, 360; Lyon obligation 1885 3 0/0 à 390; Dauphiné 3 0/0 à 387; P.-L.-M. 4 0/0, 475; 3 0/0 fusion remboursable à 385; 3 0/0 fusion nouvelle, 386,50; 2 1/2 0/0, 350; Midi actions (ex-coupon, 118), 970; Obligations 3 0/0 remboursables, 385; Obligations 3 0/0 nouvelles, 387; Nord actions de jouissance, 1.100; Nord obligations 3 0/0 remboursables, 390; Orléans actions, 1.190; Orléans actions de jouissance, 780; Obligations 3 0/0 remboursables, 395; Obligations 1884 3 0/0, 387; Obligations 2 1/2 1895, 366; Ouest actions, 803; Obligations 3 0/0 remboursables, 385.

LES MANUSCRITS ON INSEREN NE SONT PAS RENDUS

Journal exécuté par des typographes syndiqués.

Composition, 88, Champs-Élysées — J. PINEL.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

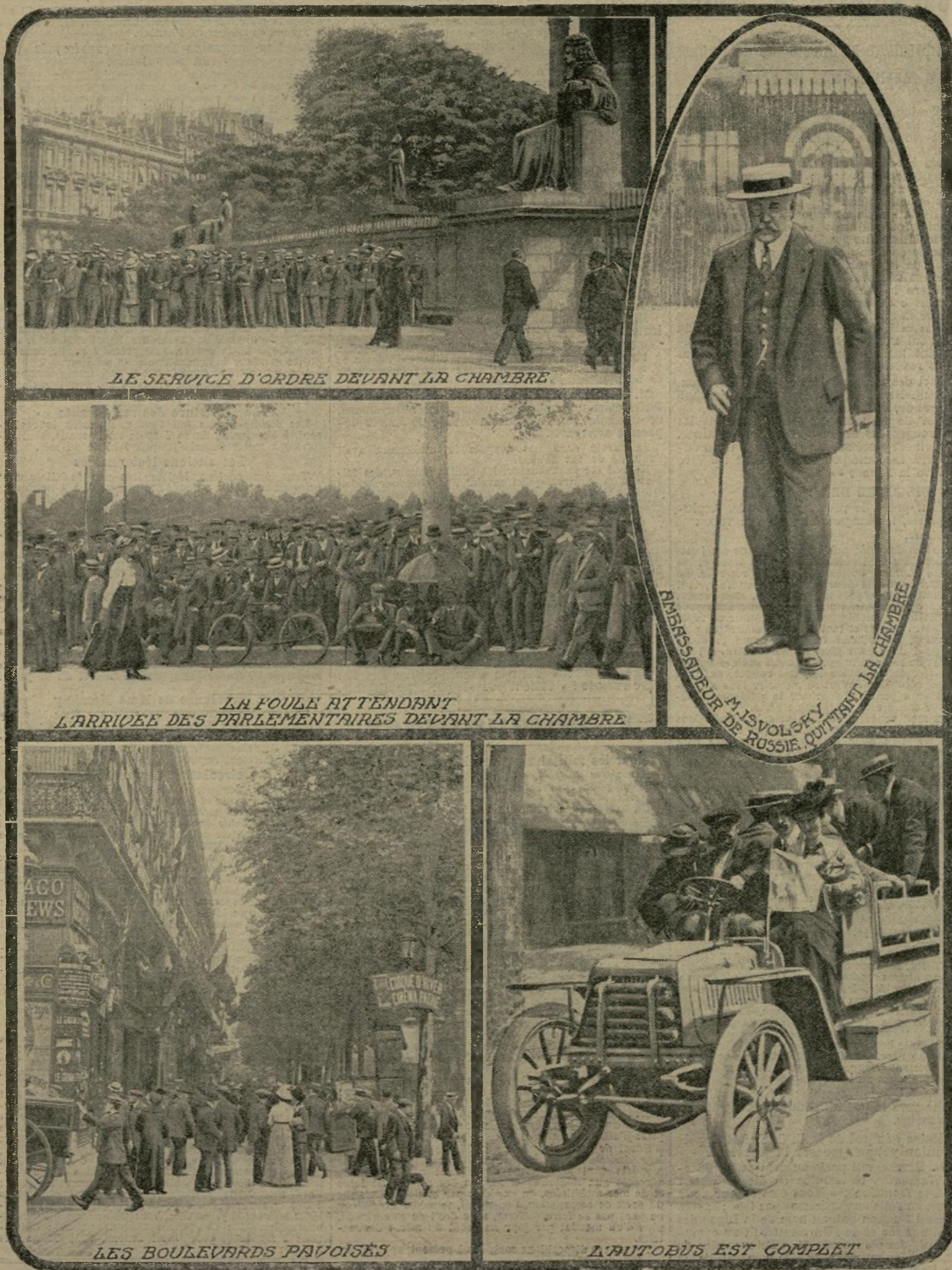
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — C. Marty.

Machines rotatives des Etablissements Marinoni.

Spécialement construites pour « Excelsior ».

Ayuntamiento de Madrid

LA FOULE AUX ABORDS DE LA CHAMBRE, HIER



La grande séance qui se déroula hier à la Chambre avait attiré aux abords du Palais-Bourbon un grand nombre de curieux. Dans la tribune diplomatique on remarquait la présence de M. Isvolsky, ambassadeur de Russie.